



**Agrément/Habilitation**

N° HA-2022 19MESRI/ANAQ-SUP/SE/DIPriv/nmf

**DEPARTEMENT : Institut MERCURE**

**SPECIALITE Gestion**

**MEMOIRE**

**Présenté par :**

**Abdoulaye NDOYE**

Pour l'obtention du diplôme de

**Licence Professionnelle finance – comptabilité**

**SUJET :**

**ACCES AU FINANCEMENT DES JEUNES AU SENEGAL :  
LA CONTRIBUTION DE LA DELEGATION GENERALE A  
L'ENTREPRENARIAT RAPIDE « DER/FJ »**

<b>Président du jury : Dr Fatou FAYE</b>	Enseignant chercheur en informatique	SUPDECO
<b>Encadreur : M. Cheikh Papa Touty DIOUF</b>	Intervenant en Finance	SUPDECO
<b>Membre du jury 1: M. Fernaud DAGOUDO</b>	Intervenant en Finance	SUPDECO

**Année académique 2021-2022**

## **DEDICACE**

- ❖ **A Toute ma famille particulièrement à mon Père et ma Mère pour leurs soutiens sans faille**
  
- ❖ **A tous mes amis pour leurs conseils précieux**
  
- ❖ **A tous mes camarades de promotion pour les bons moments passés ensemble au groupe SUP de CO de Dakar (Institut Mercure)**
  
- ❖ **A tous ceux qui ont participé à la réussite de mon travail**

## **REMERCIEMENTS**

**Je remercie le bon Dieu de m'avoir donné la santé et la force pour la réalisation de ce travail.**

**Nous adressons nos remerciements à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la mise en œuvre de ce document.**

- ❖ A mon encadreur M. Papa Touty DIOUF pour ses conseils et sa disponibilité**
  
- ❖ A tout le personnel du groupe Supdeco pour leur dévouement**
  
- ❖ Aux vaillants professeurs qui ont participé à ma formation**
  
- ❖ A tout le personnel de la DER/FJ**
  
- ❖ A Mme FAYE de l'ANPEJ pour ses conseils**

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

**3f pt** : Fonds de financement de la formation professionnelle et technique

**ANJEP** : Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes

**ANSD** : Agence Nationale de la statistique et de démographie

**BICIS** : Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal

**CBAO** : Compagnie bancaire de l'Afrique occidentale

**CDC** : Caisse de dépôt et de consignation

**DER/FJ** : Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide / Femmes et jeunes

**DESS** : Diplôme d'études supérieures spécialisées

**FMI** : Fonds monétaire international

**GIE** : Groupement d'intérêt économique

**MPME** : Micro, petites et moyennes entreprises

**NTIC** : Nouvelles technologies de l'information et de la communication

**OIT** : Organisation internationale du travail

**PME** : Petite et moyenne entreprise

**PPTE** : Pays pauvres et très endettés

**RGE** : Recensement général des entreprises

**RGPHAE** : Recensement général de la population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage

**SA** : Société anonyme

**SARL** : Société à responsabilité limitée

## **LISTE DES SCHEMAS, TABLEAUX ET GRAPHIQUES**

### **Schémas**

Schéma 1: conditions d'éligibilité.....	25
Schéma 2: les secteurs ciblés par la DER/FJ .....	26

### **Tableaux**

Tableau 1: Répartition de la population sénégalaise de (15 – 35 ans). .....	33
Tableau 2: Ressources mobilisées par la DER/FJ sur le budget .....	34
Tableau 3: Détail cofinancements DER/FJ et ses partenaires financiers .....	35

### **Graphiques**

Graphique 1: Répartition des jeunes par tranches d'âges .....	36
Graphique 2: Répartition des jeunes selon leurs connaissances de la DER/FJ.....	37
Graphique 3: Répartition des jeunes qui ont reçu ou connu une personne financée par la DER/FJ. ....	38
Graphique 4: Les difficultés notées dans les structures de financement. ....	39
Graphique 5: Opinion des jeunes sur la contribution de l'Etat du Sénégal .....	40
Graphique 6: Répartition des jeunes qui occupent rémunérés ou non rémunéré .....	41

## RESUME

La question de l'accès au financement des jeunes au Sénégal constitue un enjeu majeur pour l'Etat du Sénégal dont l'objectif est le développement économique et financière du pays et de sa population. Le financement des jeunes est crucial dans la mesure où on constate que la majorité de la population sénégalaise est majoritaire jeune. Au Sénégal, la population jeune représentent plus de la moitié (selon ANSD) et chaque année des milliers de jeunes arrivent sur le marché du financement et ils représentent la tranche d'âge la plus importante qui est en besoin de financement. En effet, il faut noter que la plupart des jeunes sortent du système éducatif classique, de l'enseignement professionnel et technique et les jeunes qui n'ont pas la chance de fréquenter l'école et ses jeunes ont besoin du financement dans les structures de financement pour mettre en place leurs Entreprises et participer au développent du pays.

Pour lutter contre ce fléau, c'est ainsi que l'Etat sénégalais a mis en place une structure de financement comme la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ. Elle a été créée par le décret n° 2017-2123 le 15 nov. 2017. La DER/FJ est une structure rattachée au secrétariat général de la présidence de la république du Sénégal. Son rôle principal est de mettre en œuvre les stratégies de promotion de l'auto-emploi des jeunes et des femmes, de mobiliser des ressources financières dans leurs partenaires privés comme publics et de faire des ateliers de formation pour le renforcement des capacités techniques et managériales des bénéficiaires.

Certes l'Etat du Sénégal contribue beaucoup sur le financement en général mais la part du montant de financement alloué aux jeunes est très faible. La complexité des démarches pour accéder aux programmes d'accompagnement financier ainsi que les procédures souvent rigides font partie des principaux obstacles liés à l'accessibilité du financement. En outre, les jeunes déplorent les lenteurs administratives, les taux d'intérêt très élevés ceux qui ne facilitent pas le démarrage d'une Entreprise.

**Mots clés** : Financement, jeunes, DER/FJ, besoin de financement, entrepreneuriat, décret, auto-emploi

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET REVUE DE LITTERATURE.....	3
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE.....	4
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE.....	12
DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE ET ANALYTIQUE.....	21
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	22
CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE.....	33
CONCLUSION.....	45

## INTRODUCTION

L'accès au financement des jeunes constitue un enjeu majeur pour l'Etat du Sénégal de son devoir d'assurer à sa population un développement économique. Avec une population majoritairement jeune, la jeunesse sénégalaise regorge d'énormes talents et de compétences dont chacun marche avec un rêve qu'il souhaite réaliser. Selon l'annuaire de la projection démographique de 2021 de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), elle se caractérise par une population de 17 215 433 hbts dont 52,1% ont moins de 20 ans de la population résidente du pays. Selon cette même étude, la région de Dakar représente 22,88% (3 938 362 hbts) de la population sénégalaise avec plus 2 715 237 hbts qui ont moins de 34 ans. Selon toujours le rapport les régions de Kolda, Kédougou, Kaffrine, Matam, Sédhiou et Ziguinchor compte chacune moins de 5% de la population sénégalaise. Devant cette situation marquée par une forte jeunesse de la population au Sénégal, le financement des jeunes doit être un moteur essentiel pour la réalisation de leurs projets et de participer à l'insertion de ces milliers de jeunes sans emploi qui doivent effectivement participer au développement de la vie économique en participant à l'augmentation de la productivité des différents secteurs d'activités.

Par ailleurs, l'accès au financement des jeunes au Sénégal peut jouer un rôle prépondérant sur l'insertion des jeunes sur la vie active. En effet, malgré le fait qu'un certain nombre de dispositifs publics a été mis en place pour appuyer le secteur privé à fin de faciliter l'accès au financement pour les MPME<sup>1</sup>, des insuffisances persistent, notamment en cours de demande de financement et de souplesse des conditions d'accès au crédit, pour et les jeunes.

Conformément à ses missions primaires, la DER/FJ a pour objectif d'atteindre leurs cibles sur l'ensemble du territoire en assurant un traitement rapide et transparent des demandes de financement.

Compte tenu l'importance de la population sénégalaise qui est constituée principalement de jeune, la problématique se pose de façon considérable.

Au Sénégal, les jeunes déplorent très souvent une manque de fonds disponibles à l'étape de démarrage, la lenteur de l'administration, ce qui ne facilite pas un démarrage rapide d'une Entreprise. L'accès au financement est vu par certains comme un défi majeur à surmonter pour un bon début d'un parcours entrepreneurial.

---

<sup>1</sup> MPME (micro, petites et moyennes entreprises) = une petite ou moyenne entreprise ou MPME est une entreprise dont la taille, définie à partir du nombre d'employés, du bilan ou chiffre d'affaires, ne dépasse pas certaines limites ; les définitions de ces limites diffèrent selon les pays.

Vu que l'accès au financement reste un fléau problématique majeur , il est nécessaire de mettre en place des agences comme la DER/FJ pour octroyer des crédits aux jeunes à travers un système de financement mis en place afin de permettre aux jeunes porteurs de projets de pouvoir accéder au financement .

Comment peut- on faire pour que la plupart des jeunes puissent accéder au financement mis en place par l'Etat du Sénégal ?

Pendant cette étude, nous allons essayer de présenter en première partie le cadre théorique en présentant le contexte, la problématique et les questions, objectifs et hypothèses de recherches et en outre le cadre conceptuel et la revue littéraire. En deuxième partie, nous allons faire une étude sur le cadre méthodologique et analytique en prenant le cas de la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER/FJ) sur sa contribution à l'accès au financement des jeunes au Sénégal.

**PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET  
REVUE DE LITTERATURE**

# CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE

Aujourd'hui, nous avons remarqué au Sénégal que la plupart des jeunes n'ont pas accès au financement. En effet, plusieurs facteurs nous poussent à lancer une étude sur le financement des jeunes. Dans cette partie, nous allons le contexte et la problématique.

## 1.1 Contexte et problématique

Le développement économique et la croissance au Sénégal passent par un meilleur accès au financement des jeunes porteurs de projet. Cet accès au financement passe notamment par le développement des institutions financières mises en place par l'Etat du Sénégal comme la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER/FJ) et pour essayer de rapprocher les jeunes vers les structures financières. Le manque de l'information fait partie des problèmes considérables.

### 1.1.1 Contexte

Aujourd'hui, l'entrepreneuriat est de plus en plus considéré comme un important vecteur de développement, du fait de la création d'emplois et de l'insertion professionnelle des jeunes. Malheureusement pour beaucoup d'entre ses jeunes sénégalais qui veulent entreprendre dans le secteur privé, l'Etat du Sénégal pêche dans l'accompagnement et leurs appuis techniques et financiers. Ce plan se résume en une vision à long-terme de l'Etat sénégalais qui a pour objectif de faire le Sénégal un pays émergent, grâce à une nouvelle dynamique de croissance inclusive<sup>2</sup>, bâtie sur le socle d'une société solidaire, dans un Etat de droit. C'est dans cette dynamique que l'Etat du Sénégal a engagé un déploiement intensif d'un programme d'urgence pour le développement de l'entrepreneuriat et de l'emploi à travers la mise en œuvre d'une stratégie adaptée, articulée autour de l'intégration systématique de la dimension emploi et entrepreneuriat dans les politiques et programmes d'investissements publics.

**Contexte économique :** Aujourd'hui, on note une conjoncture économique liée à la pandémie du Covid-19. L'impact de cette crise économique est brutal avec la chute de la production industrielle, fermeture des usines, arrêt de projets de construction et infrastructures et des perturbations graves des chaînes d'approvisionnement des firmes. En plus de la pandémie, la guerre en Ukraine vient s'en ajouter avec l'augmentation de la demande de l'énergie fossile (pétrole, gaz), des denrées alimentaires comme le blé qui constituent l'essentiel des exportations

---

<sup>2</sup> Croissance inclusive = elle est fondée sur l'idée selon laquelle la croissance économique est importante mais pas suffisante pour générer une augmentation durable du bien-être, qui suppose un partage équitable des dividendes de la croissance entre individus et groupes sociaux.

de la Russie. Il en résulte une augmentation des prix mondiaux et cela se répercute directement sur nos économies très faibles et fragiles mais surtout sur les PME.

Le secteur privé sénégalais est essentiellement constitué de PME qui représentent près de 90% des Entreprises au Sénégal et concentrent environ 40% des emplois et 25% du chiffre d'affaires et contribuent à 20% à la valeur ajoutée nationale. Le projet d'appui au développement du secteur privé récemment approuvé vise à contribuer au développement de ces PME par des actions qualitatives. (<https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb> . Consulté le 23 /05/2022 à 18h 20 mn).

**Contexte démographique** : Au Sénégal, nous avons noté une population majoritairement jeune, selon un rapport de la projection démographique de l'ANSD en 2021, la population sénégalais compte 17 215 433 hbts dont 6 030 522 hbts ont entre 15-35 ans soit 49,91% .Selon le gouvernement du Sénégal, un acte de foi en notre vaillante jeunesse, en son génie , son désir de changement, son dynamisme et en son dévouement à la patrie ; une jeunesse qui s'est retrouvée en première ligne de notre combat pour le développement .Un pragmatisme dicté par le profil démographique de notre pays , marqué par la jeunesse de sa population dont 50,4% sont âgés de moins de 19ans, représentent une force productive indispensable à l'améliorer de nos performances économiques et sociales (DER/FJ , 2021) .

Sachant que la jeunesse est l'avenir de demain, c'est dans ce contexte que nous avons assisté à la création de la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER /FJ le 15 novembre 2017. Cette direction vient à sa bonne heure, dans le but de faciliter aux jeunes porteurs de projet un financement. En effet, au Sénégal, nous avons noté une jeune très active avec plus de 200 000 personnes qui entrent chacun année dans le marché de l'emploi au Sénégal (Agence ecofin 2020).

C'est dans cette optique claire et nette que l'état du Sénégal a mis durant ces 3 dernières années a octroyé à la DER/FJ 45 500 000 000 milliards FCFA. Malgré les montants reçus, largement en deçà des prévisions réajustées au regard du contexte de la pandémie de covid-19, la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ a su débloquer des financements de l'ordre de 24,5 milliards FCFA sur la période et ce grâce au soutien des partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux qui appuient fortement la vision innovante du gouvernement sénégalais en matière de financement des jeunes et des femmes ( Bilan des Financements de la DER/FJ , 2021).

**Contexte socio-politique** : Une demande sociale croissante liée à la crise économique est à l'origine de l'augmentation de la pauvreté, augmentation du taux de chômage mais aussi le problème d'accès aux ressources financières. Ces problèmes justifient la création de cette institution financière publique mise en place par l'Etat du Sénégal suite au décret n° 2017 -2123 du 15 novembre 2017. En effet, la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER/FJ) vient juste à son heure pour permettre aux jeunes d'accéder rapidement au financement public dans le but de participer au développement du secteur privé.

### **1 .1.2 Problématique et question de recherche**

Le financement des projets des jeunes au Sénégal est devenu un problème majeur depuis l'atteinte du point d'achèvement par le Sénégal dans le cadre de l'initiative PPTE<sup>3</sup>. Les institutions financières au Sénégal sont en sur liquidité et les jeunes porteurs de projets sont dans une situation de besoins de financement.

Au Sénégal, les jeunes entrepreneurs déplorent très souvent le manque de fonds disponibles à l'étape de démarrage, la lourdeur des frais administratifs et les niveaux élevés des taux d'intérêt, ceux qui ne facilitent pas le démarrage d'une Entreprise. L'accès au financement est vu par certains entrepreneurs comme un défi majeur à surmonter pour un bon début d'un parcours entrepreneurial.

En effet depuis une décennie, on a pu constater un accroissement l'économie notable des pays africains. Face à un tel constat, il est naturel, que les gouvernements se saisissent le dossier. La deuxième raison est que les promotions de l'entrepreneuriat des jeunes existantes dans la plupart des pays mais elles sont encore loin de donner tous les résultats escomptés. C'est ainsi que l'argument vise à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes comme désormais un choix de carrières et non comme la seule alternative face à la pauvreté. Une action publique visant à fournir plus d'informations et de compréhension sur les prédispositions entrepreneuriales des jeunes, sur leurs processus d'entreprendre ainsi que sur les problèmes qu'ils rencontrent. Cette situation invite à de nouvelles réflexions qui doivent conduire les acteurs économiques à une série de défis clés à surmonter pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. De nombreux travaux ont été conduits ces dernières années sur l'entrepreneuriat des jeunes de façon globale, toutefois, peu d'études à notre connaissances se sont intéressées à ces deux points

---

<sup>3</sup> PPTE (pays pauvres très endettés)

que nous posons. Des enquêtes ont été réalisées sur l'entrepreneuriat permettant en particulier d'explorer la création d'entreprise. (Massing et al 2014).

Des politiques, des agences et des programmes ont été mis en œuvre par l'Etat du Sénégal pour le financement des jeunes porteurs de projets au Sénégal, parmi lesquels on peut citer le programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion des jeunes « XËYU NDAW ÑI ». Ce programme a été lancé en Avril 2021 par le Gouvernement, Il décide d'investir plus de 450 milliards FCFA sur 3 ans pour la formation, d'emploi, de projet, de financement de projet et de soutien à l'entrepreneuriat.

De plus, l'offre de services financiers adaptés aux besoins des jeunes est encore inexistante dans l'immense majorité des cas. Les taux d'intérêt pratiqués ainsi que les garanties exigées rendent le recours au crédit inaccessible pour la plupart des jeunes. En effet, les difficultés d'accéder au financement limitent et freinent le potentiel de création d'entreprises et d'initiatives entrepreneuriales, en particulier pour les jeunes (journal de l'économie sénégalaise, 2021).

La complexité des démarches pour accéder aux programmes d'accompagnement financier ainsi que les procédures souvent rigides font parties des principaux obstacles liés à l'accessibilité du financement. Faute de fonds propres, ou de garanties suffisantes pour obtenir des prêts ou des lignes de crédit, les entreprises créées par des jeunes sont souvent considérées comme des investissements particulièrement risqués, d'où la difficulté d'obtenir un financement. En revanche, il faut souligner la méfiance des jeunes à l'égard des institutions financières. Les jeunes préfèrent bien souvent cumuler de petits emplois, afin de constituer l'épargne nécessaire au financement de leurs projets, plutôt que de faire recours au crédit bancaire, et au microcrédit mis en place par l'Etat du Sénégal.

Il est donc nécessaire de sensibiliser les jeunes à l'opportunité que peut représenter un crédit bien utilisé. Cette sensibilisation passe par la généralisation de l'éducation financière qui comprend l'apprentissage des logiques de l'épargne et de la discipline du crédit et du remboursement.

C'est ainsi que les jeunes sénégalais ont besoin du soutien de l'organisme exécutant le prêt comme la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ au moment de déterminer les options de financement et les établissements de crédit qui répondent le mieux aux besoins des jeunes. Un jeune porteur de projet, en quête d'un financement doit inclure des prévisions réalistes de trésorerie et du montant du prêt adéquat pour le bon déroulement de ses activités.

Au Sénégal, plusieurs entrepreneurs estiment que le paiement de l'impôt et des taxes sont lourdes de conséquences pour leurs business.

La plupart des Petites et moyennes entreprises qui représentent l'immense majorité du monde de l'entreprise sénégalaise ne peuvent pas bénéficier de prêts bancaires. Que ce soit dans le cadre d'une création ou une augmentation de capital<sup>4</sup> ou à des fins d'investissement productif. Face à cet obstacle d'ordre financier, les jeunes entrepreneurs, soucieux du lendemain de leur structure, demande aux bailleurs de fonds de leur venir en aide, tout en exhortant l'Etat de les accompagner en financement et aussi alléger les impôts et taxes qui peuvent freiner leurs activités (Diallo, 2021).

Il s'agit aussi d'accroître ou de maintenir cette croissance pour permettre aux jeunes d'accéder aux ressources financières. Autrement dit, les institutions financières doivent assurer que l'argent octroyé pour le financement des projets des jeunes sera remboursé dans le délai prévu. Cela permet aux institutions financières comme la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ de pouvoir élargir ses financements pour toucher le maximum de jeunes en besoin de financement. Cela constitue un grand problème pour les institutions de finance.

En outre, nous avons remarqué un problème considérable que rencontrent les jeunes au niveau de la mise en œuvre de leurs idées de création d'entreprise. En effet, l'originalité semble être déserté par certains jeunes, aujourd'hui, certains activités ont le vent en poupe parmi lesquels on peut citer les cerber - cafés à l'époque, le phénomène Tiak tiak, cependant qu'on a l'impression que d'autres secteurs sont carrément oubliées ou négligées. Or, pour mettre en place une entreprise dynamique, il faut de l'originalité.

Le système de plagiat qui est remarqué actuellement au niveau des idées de la création d'entreprise des jeunes aujourd'hui, ne permet pas aux institutions financières « microfinance » de réussir leur pari. Certains comme la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ veut investir des activités novatrices comme dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et les NTIC « nouvelles technologies de L'information et de la communication ». Il importe donc, au – delà de toute considération d'ordre procédural, que les jeunes prennent conscience de ce qu'un crédit se rembourse. L'adage le dut bien « qui paie ses dettes s'enrichit ». D'ailleurs lorsque la dette

---

<sup>4</sup> Augmentation du capital = une augmentation de capital consiste, pour une entreprise, faire croître son capital social en créant de nouvelles actions achetées par des actionnaires, au besoin en faisant appel aux marchés financiers, ou en incorporant dans le capital social la partie des profits qui avait été mise en réserve car on-distribué.

est payée à temps, les institutions financières sont prêtes à octroyer des crédits de montants supérieurs aux précédents (Zannou, 2010).

Le problème d'accès au crédit se pose de façon générale au Sénégal, mais il est plus accentué sur les jeunes, ils ont des bons projets mais ignorent les étapes à suivre pour les concrétiser de façon très efficace. Ceci explique qu'ils doivent se tourner vers les institutions de financement des jeunes mises en place par l'Etat du Sénégal comme la 3fpt, l'ANPEJ et la DER/FJ.

Selon l'ANSD, En 2018, la population du Sénégal est estimée à 15 726 037 habitants dont 7 896 040 de femmes (50,2%) et 7 829 997 d'hommes (49,8%). Plus de la moitié des personnes vivant au Sénégal résident en milieu rural (53,3%) contre 46,7% de citadins. On constate de fortes disparités dans la répartition de la population entre les entités administratives régionales. La région de Dakar qui couvre 0,3% de la superficie du pays, abrite 23,1% de la population du Sénégal, soit une densité de 6 637 habitants au Km<sup>2</sup>. A l'opposé, Kédougou est la région la moins peuplée avec une proportion de 1,1% de la population sénégalaise et une densité de 11 habitants au Km<sup>2</sup> (ANSD, 2018).

Le financement des jeunes ruraux constitue un problème majeur au Sénégal, ce qui est à l'origine de l'exode rural. D'ailleurs, ce qui explique la présence massive des ruraux dans les marchés populaires à Dakar (colobane, sandaga, perterssen).

En outre de ce problème de l'exode rural, les institutions financières comme la DER/FJ mise en œuvre par l'Etat du Sénégal doit encore développer sa politique de financement à l'intérieur du pays, il doit augmenter son financement dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la transformation de ses produits pour participer au développement économique du pays.

### **Question de recherche :**

C'est ainsi que notre question de recherche porte sur : qu'est-ce que l'Etat du Sénégal est en train de faire pour le financement des jeunes au Sénégal et la contribution de la délégation générale à l'entreprenariat rapide DER /FJ ?

### **Questions spécifiques :**

Les questions que nous avons posé précédemment sur l'accès au financement des jeunes nous a permis de dégager plusieurs questions spécifiques.

**Question spécifique 1 :** Quels sont les structures de financement mises en place par l'Etat du Sénégal ?

**Question spécifique 2 :** Les conditions d'accès au financement sont –elles favorables ?

**Question spécifique 3 :** les structures de financement peuvent-elles de résoudre le problème du financement des jeunes ?

## **1 .2 Objectifs et hypothèses**

Notre objectif de recherche consiste à étudier sur le financement des jeunes au Sénégal et de voir la contribution la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER /FJ afin de pouvoir dégager nos hypothèses à propos de notre étude.

### **1.2.1 Objectifs de recherche**

Faire des études sur le financement des jeunes au Sénégal, sur le financement des micros entreprises créées par les jeunes eux-mêmes

#### **Objectif général\_:**

L'objet général de l'étude est de montrer l'accessibilité au financement des jeunes au Sénégal porteurs de projet dans les structures de financement mises en œuvre par l'Etat du Sénégal pour l'accompagnement et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie économique et sociale des jeunes bénéficiaires du financement pour participer au développement du pays. Cet objectif général se décline en plusieurs objectifs spécifiques.

#### **Objectifs spécifiques :**

Les objectifs spécifiques de notre recherche sont : de faire une étude sur les structures de financement mises en place par l'Etat du Sénégal.

- ❖ Connaitre les structures de financement mises en place par le gouvernement sénégalais qui prennent en charge de manière efficace l'accès des jeunes aux ressources financières.
- ❖ Faire une analyse sur des jeunes au Sénégal qui ne s'intéressent presque pas au financement.
- ❖ Etudier sur les structures de financement au Sénégal particulièrement la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER /FJ, pour voir leurs contributions.

### **1.2.2 Hypothèses de travail**

Pour mener à bien cette étude, des suppositions seront posées sur la base du travail qui sera effectué. Ces hypothèses seront ensuite soumises à l'analyse pour leur confirmation ou infirmation en fonction des résultats obtenues. Ainsi, nous avons noté que le montant alloué au financement des jeunes est très faible par rapport à la demande.

#### **Hypothèse général :**

L'Etat du Sénégal contribue beaucoup sur le financement des jeunes mais la contribution de la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER /FJ est peu satisfaisante.

#### **Hypothèses spécifiques :**

- ❖ **Hypothèse spécifique 1** : nous avons plusieurs structures de financement mises en place par l'Etat du Sénégal qui ne prennent pas de manière efficace la demande des jeunes pour la prise en charge de leurs projets.
- ❖ **Hypothèse spécifique 2** : les conditions d'accès au financement ne sont pas favorables.
- ❖ **Hypothèse spécifique 3** : les structures de financement ne peuvent pas résoudre ce problème.

## CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE

Dans cette partie nous allons étudier le cadre global de cette étude, avec les autres concepts qui peuvent appuyer le financement des jeunes au Sénégal. En effet, il y'a un travail considérable qui précède le financement. Premièrement, nous avons la formation, ensuite l'accompagnement et enfin le financement et de passer au revue littéraire.

### 2.1 Cadre conceptuel

Pour assurer d'avoir une bonne compréhension des termes que nous utilisons tout long de notre étude, il est nécessaire de procéder à la clarification ou aux définitions des termes utilisés.

- ❖ **Le financement** est l'action par laquelle un organisme ou une personne privée alloue des fonds à un tiers dans l'objectif de soutenir un projet. Il peut s'agir d'autofinancement dans le cadre d'épargnes ou de produits bancaires destinés à assurer un capital. On peut parler de financement pour un projet d'achat de bien immobilier, pour une création d'entreprise, mais aussi pour tout projet associatif ou culturel nécessitant une levée de fonds. Des financements peuvent être accordés par des particuliers, comme dans le cas de fonds de pension privés ou de mécénat, mais aussi les entreprises et organismes spécialisés. Pour soutenir un projet, on peut se tourner vers une banque, une société de courtage ou de crédits ou un fonds public. L'Etat comme les banques ou les fonds publics internationaux sont susceptibles de financer des projets spécifiques à leur domaine de compétences. Dans le cadre du financement de projets de développement, ce sont les organismes de bourse qui jouent les intermédiaires (journal du net, 2019).
- ❖ **La Microfinance** : est le moyen de mettre des systèmes financiers au service des pauvres n'ayant pas accès aux institutions financières classiques.
- ❖ **Le Microcrédit** consiste en l'attribution de prêts de faible montant à des artisans qui ne peuvent pas accéder aux prêts bancaires classiques. Muhammad Yunus<sup>5</sup>, surnommé « le banquier des pauvres », le père du microcrédit et le fondateur de la Grameen Bank<sup>6</sup> qui lui a valu le prix Nobel de la paix, a déclaré qu'il n'avait pas préparé l'installation du système de microcrédit et qu'il n'était pas doté de connaissances bancaires « lorsque je me suis lancé dans cette aventure, je n'avais aucune idée de ce dans quoi je m'engageais ...je n'avais par ailleurs aucune formation bancaire » (Kayaya, 2010). Durant le financement, les structures de financières de microfinances doivent orienter les jeunes à s'intéresser plus sur les

---

<sup>5</sup> Muhammad Yunus, né le 28 juin 1940 en Chittagong au Bangladesh, est un économiste et entrepreneur bangladais connu pour avoir fondé, en 1976, la première institution de microcrédit, la Grameen Bank. Surnommé le « banquier des pauvres ». Il reçoit le prix Nobel de la paix en 2006.

<sup>6</sup> La Grameen Bank est une banque spécialisée dans le microcrédit.

domaines prometteurs et de faire en sorte que les formations académiques techniques comme professionnelles soient adaptées aux offres d'emplois et aux demandes sur le marché de l'emploi mais il faudrait surtout que l'Etat et le patronat<sup>7</sup> revoient ensemble et en profondeur leurs politiques d'embauche afin de garantir aux jeunes diplômés des emplois en phase avec leurs compétences. Les niveaux de qualification sont faibles sur le plan national et après le dernier rapport RGPHAE 2013 de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), il estime que le taux d'analphabétisme est à «54,6% avec 62,3% de femmes, contre 46,3 % pour les hommes ». Les jeunes qui abandonnent le système scolaire de façon précoce ne possèdent pas souvent les bases nécessaires par manque de formation professionnelle ou traditionnelle « les ateliers de métiers traditionnels ». Ils manquent également de compétences professionnelles et souffrent d'un accès difficile aux stages et au monde du travail de façon générale. Enfin, généralement, ils se basculent dans le secteur du commerce, qui fait partie aujourd'hui à l'un des secteurs les plus saturés au Sénégal.

- ❖ **Fonds de financement pour la formation** : Chaque agence joue un rôle spécifique, le 3fpt s'occupe de la formation des jeunes. En effet, son objectif est de financer les projets de formations et des structures de formation des jeunes qui cherchent la qualification. Selon un communiqué du 3fpt, pour élargir la carte de formation professionnelle et technique et recentrer l'offre de formation, le 3fpt apporte un appui technique et financier aux établissements de formation professionnelle et technique. Cet appui se traduit par le financement de projets de formation et d'insertion pertinents développés en fonction des potentialités économiques de chaque localité. L'objectif est de permettre aux jeunes établis dans les contrées lointaines d'accéder à une formation qualifiante. C'est dans cet optique que le 3fpt a mis en place des pôles territoriaux dans les zones Centre, Sud, Est, Ouest ( Seye,2022).

Une bonne formation permet aux jeunes d'avoir une qualification, un métier (menuiserie, électricité, plomberie), ce qui peut faciliter leurs financements au niveau des structures de financement privées de même que publiques. Ces institutions financières publiques comme privées ont des objectifs bien définis : elles ont un but lucratif. C'est pour cela, elles étudient, diagnostiquent les projets qui sont à leurs dispositions avant de passer aux financements mais il y'a sans doute des problèmes qu'il faut relater comme le retard des délais de remboursement des clients, échec d'un projet etc. En outre, la formation et le financement doit être en harmonie

---

<sup>7</sup> Le patronat est un terme englobant qui désigne l'ensemble des chefs d'entreprise.

car ils se lient de façon considérable c'est à dire on ne peut pas parler de formation sans financement. L'exemple le plus notoire, c'est le cas des Etats -unis là où les étudiants font des prêts bancaires pour financer leurs études et ils le rembourseront après la fin de la formation. Les propos d'article de journal publié par Sardine Kouadio peuvent en témoigner. Si certains étudiants bénéficient de bourses et d'aides financières pour financer leurs études d'autres n'ont pas cette chance. L'on constate aussi que ces aides et bourses ne couvrent pas toujours la totalité des charges scolaires. Pour aborder sereinement leurs études, beaucoup d'étudiants contractent des prêts. Un prêt étudiant est un emprunt bancaire accordé aux étudiants dans le but de financer leurs études supérieures. Ils sont octroyés à des taux très bas, et leurs remboursements débutent généralement lorsque l'emprunteur rentre dans la vie active. Cette forme de financement des études est très fréquente aux Etats – Unis. Elle est profitable aux étudiants locaux et étrangers (Kouadio, 2021).

❖ **L'accompagnement pour le financement** : Pour l'ANPEJ, il s'occupe de l'accompagnement des jeunes après la formation. En effet, les jeunes après avoir terminés leurs formations, ils ne savent pas quoi faire. Certains veulent s'insérer dans le milieu professionnelle pour travailler et d'autres ont un esprit d'entrepreneurial. Le rôle de l'ANPEJ, est au départ d'étudier l'engagement et la motivation des jeunes car la détermination est primordiale pour un entrepreneur. En outre de l'engagement, l'idée du projet revient à entrepreneur mais cela nécessite de plusieurs informations sur le marché ou le domaine qu'on veut investir, à ce niveau le talent et l'inspiration de l'entrepreneur est fortement sollicité. C'est ainsi que l'entrepreneur doit poser ces questions avant de commencer :

- Quel est le montant à réunir pour le démarrage de ce projet ?
- Ce projet est – il rentable ?
- Le potentiel du marché est – il saturé ?

Ces genres de questions que l'entrepreneur se pose avant le démarrage de ses activités. En effet, l'entrepreneur doit faire un bon business plan, à ce niveau nulle erreur n'est pardonnée mais nous constatons que toutes prévisions y'a des risques inéluctables comme le cas de la covid- 19 qui a frappé négativement d'une manière considérable l'économie mondiale. Selon un article publié par la banque mondiale, Près d'un an de la pandémie, les entreprises du monde entier ont presque toutes été touchées par la crise qu'elle a engendrée, subissant bien souvent plusieurs chocs simultanément. Afin de mesurer l'impact de la pandémie sur les résultats des entreprises, la Banque mondiale a lancé des enquêtes suivies auprès de plus de 120 000 entreprises dans

plus de 60 pays. Cette évaluation devrait contribuer à guider les mesures de relance (Banque Mondiale, 2021). De même qu'aujourd'hui avec la crise Ukrainienne, avec l'augmentation considérable du baril de pétrole qui coûtait 78,07 \$ au 31 décembre 2021 à 119,57\$ le baril à la 03 juin 2022. Tout ça pour dire qu'il y'a des faits que l'entrepreneur ne maîtrise pas pendant la durée de son projet.

- ❖ **DER/FJ** : Au Sénégal, après la formation du 3fpt et l'accompagnement de l'ANPEJ, la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ s'occupe du financement des jeunes. La DER/FJ joue un rôle de contribuer à dynamiser l'entrepreneuriat qui constitue la principale occupation de la population sénégalaise. En effet, près de 60% de la population active du Sénégal est constituée d'entrepreneurs individuels dans le Recensement Général des Entreprises (RGE, 2016) conduit par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). La DER/FJ est ainsi appelée, dans son action pour l'entrepreneuriat au Sénégal, à faire preuve d'efficacité dans la mobilisation des ressources et dans ses modalités d'intervention et de souplesse dans ses procédures d'accès au financement (DER/FJ, 2021). Le financement des jeunes est sans doute un enjeu majeur a relevé en Afrique particulièrement au Sénégal, avec population majoritaire jeune, les permettent d'accès aux structures de financements sera un atout bénéfique car ils peuvent mettre en place des projets promettant dans le domaine agricole, l'élevage, la pêche et les NTIC ( nouvelles technologies d'informations et de la communication) grâce à l'augmentation de la croissance sénégalaise qui a «dépassé les attentes » : au terme d'une mission du fonds monétaire international (FMI) menée du 9 au 15 mars, les experts ont conclu que la croissance du PIB<sup>8</sup> réel du Sénégal est estimé à 6,1% en 2021, soit un point de plus que ce qui était annoncé en janvier , plaçant ainsi l'économie Sénégalaise sur une trajectoire de croissance similaire à ce qu'elle était avant la. L'inflation a pu être contenue autour de 2,2%. Avec la crise du Covid-19, la croissance était à 4,4% en 2019 avant de plonger à 1,5% en 2020.

Les jeunes ont des bons projets, certains préfèrent faire des petits boulots pour afin épargner de l'argent pour financer leurs projets au lieu de faire recours aux structures de financements publiques comme privées. En effet, cela permet aux jeunes de financer leurs projets mais la durée de financement peut- être très lente comparé aux structures de financement qui ont déjà

---

<sup>8</sup> La croissance du PIB = elle mesure l'augmentation de la richesse produite pendant une période donnée. La richesse produite est mesurée par le PIB.

des disponibilités financières. En outre, il faut noter que beaucoup jeunes ne fréquentent pas les structures de financements grâce aux taux intérêts élevés, manque de garanties avant le prêt. Ainsi, le financement des porteurs de projets peut jouer un rôle prépondérant sur l'insertion : financer un projet, c'est de créer des emplois.

- ❖ **L'entrepreneuriat** : L'entrepreneuriat recouvre les activités qui concourent à la formation et la croissance d'une entreprise, dont la conséquence première est la création de valeur. Cela peut aussi concerner des formes d'organisation sans but lucratif, par exemple dans l'entrepreneuriat social.

In fine au Sénégal, c'est la 3fpt qui s'occupe de la formation, l'ANPEJ accompagne et c'est la DER/FJ qui finance les jeunes.

## **2.2 Revue des points sur la problématique**

En fait, l'augmentation de ce type de projets qu'impose le nouvel environnement économique mondial accroît l'insatisfaction des dirigeants des petites entreprises qui ne peuvent compter sur un financement externe adéquat pour réaliser leurs projets.

Dans ces conditions et étant donné que les institutions financières sont réticentes à intervenir dans de tels projets, le développement des PME peut être ralenti, ce qui, bien entendu, aura des répercussions sur le dynamisme économique. Dans le cas spécifique des projets d'innovation, les banques se concentrent « plutôt sur l'aval des projets innovants, en complément à d'autres sources, et pour des entreprises où l'activité innovante est minoritaire ». L'intervention souhaitée des pouvoirs publics se fait en amont pour permettre le démarrage des projets dans les phases où le risque ne peut être assumé par les institutions privées de financement. Cette participation des pouvoirs publics favorise l'innovation ainsi que la création de richesse pour la société dans la mesure où le rendement qu'elle procure va au-delà du rendement privé qu'en retire l'inventeur. L'intervention de l'État est ainsi vue comme un tremplin pour le développement des PME et, en ce sens, est nécessaire. Malgré des efforts substantiels comme le montrent les nombreux programmes mis en place ou la création de sociétés gouvernementales spécialisées, force est d'admettre que l'articulation entre l'intervention des pouvoirs publics et les ressources privées ont insuffisamment tenu compte des taux élevés d'échec et de la persistance du problème du financement. On ne peut continuer à solliciter les ressources des pouvoirs publics pour «solutionner» ce problème si on n'arrive pas à réduire le taux d'échec des projets des PME, à faciliter leur accès à des sources de financement plus acceptables en regard du risque qu'elles présentent, tout en favorisant une harmonisation plus importante entre leurs besoins

et les façons de faire des marchés financiers<sup>9</sup>. Ces marchés doivent gérer les risques de leur portefeuille ; ainsi, ils ne peuvent financer des projets dont le risque perçu augmenterait le risque global. Or, le risque perçu des projets de PME est supposé élevé à cause de la forte probabilité de faillite présumée de ce groupe d'entreprises. Mais quelles PME font faillite ? Est-ce que ce sont les PME dynamiques qui ont des projets, qui sont dirigées par des entrepreneurs ambitieux et qui veulent se développer ? La réponse semble peu importante dans la mesure où, trop souvent, « toutes les PME » sont considérées comme composant un groupe homogène d'entreprises qui se voient accoler la même étiquette ! (St-pierre, 2004).

Selon Fall (2012) les principales contraintes de l'étude résident dans le fait qu'il n'existe pas une documentation sur la pratique RSE des banques au Sénégal. Ce faisant, les entretiens avec les acteurs du système bancaire demeurent l'unique source pour avoir des informations à ce sujet. Cependant, nous étions confrontés à de réelles difficultés au niveau de certaines banques. Les difficultés rencontrées ont beaucoup influé sur le déroulement de la méthodologie initialement prévue. A cause de la réticence de certaines banques à livrer des informations, nos correspondances, appels téléphoniques et déplacements pour dérouler des entretiens ont été vains. C'est la raison pour laquelle, nous n'avons pas pu disposer des informations, de sources directes, sur la politique RSE de certaines banques comme la CBAO et la BICIS.

La difficulté majeure à laquelle sont confrontées les entreprises au Sénégal est, de l'avis unanime, celle de ne pouvoir disposer de moyens financiers suffisants pour déployer leurs activités au niveau souhaité. Les possibilités de saisir les opportunités induites par la dévaluation se heurtent aux conditions d'accès au crédit. Cette contrainte qui occasionne des manques à gagner notables à l'économie sénégalaise a pour origine : la faiblesse des garanties, la faiblesse des apports personnels devant être fournis au secteur bancaire, les difficultés liées à une présentation adéquate des projets. Les banques bien connues pour leur aversion pour le risque, préfèrent accorder des prêts à des clients connus, bien établis et en mesure d'offrir un nantissement et d'autres garanties. Ainsi, nombreux sont des chefs d'entreprises qui financent leur expansion à l'aide de leur propre épargne et de la reconduction des dettes à court terme. Cependant, la contribution du système bancaire au financement de l'investissement au Sénégal peut être appréciée en observant l'évolution des crédits à moyen et long terme du système bancaire à l'économie. En effet ces derniers regroupent l'ensemble des financements à moyen

---

<sup>9</sup> Un marché financier = c'est un marché sur lequel des personnes physiques, des sociétés privées et des institutions publiques peuvent négocier des titres financiers, matières premières et autres actifs, à des prix qui reflètent l'offre et la demande.

et long termes consentis aux entreprises, aux ménages et à l'administration par le système bancaire (Ndiaye, 2005).

Selon le programme d'analyse socioéconomique de la FAO (2003), la microfinance<sup>10</sup> dans accès à des services financiers et non financiers à des personnes qui ont de faibles ressources et qui désirent obtenir de l'argent pour démarrer ou développer une activité rémunératrice. Evidemment, les emprunts et l'épargne des plus pauvres sont modestes. La microfinance a permis de reconnaître que les micros-entrepreneurs et certains clients très pauvres sont « bancables » c'est-à-dire qu'ils peuvent rembourser dans le délai capital et intérêts, et aussi épargner, à condition que les services financiers soient adaptés à leurs besoins. Comme méthodologie, la microfinance a créé des services et des produits financiers structurés de façon à permettre aux personnes ayant de faibles ressources de devenir clients d'intermédiaires bancaires... Les marchés financiers informels ont toujours existé chez les pauvres, surtout dans les zones rurales, et impliquent des groupes de personnes à faibles revenus qui prennent ensemble une responsabilité solidaire (garantie sociale) pour rembourser les emprunts de leurs membres. Des facteurs sociaux, comme la pression de la société, fonctionnent comme des motivations pour le remboursement. Dans certains cas, on a observé que des schémas d'endettement collectif avaient des taux de remboursement plus élevés et des coûts de transaction plus bas, ce qui peut fournir des mécanismes-clefs pour le développement de services de microfinance aux groupes les plus pauvres. Le secteur de la microfinance continue ainsi de progresser et a encore un fort potentiel de développement.

Selon Helms (2006), pour qu'un système financier soit véritablement accessible à tous, il doit satisfaire les besoins de tous les individus aptes à utiliser avantageusement des services financiers. Les personnes pauvres des pays en développement, comme tout le monde, ont besoin d'accéder à une vaste gamme de services financiers pratiques, souples et d'un prix raisonnable. Cette simple observation a transformé la théorie et la pratique de la microfinance de ces dix dernières années. Une meilleure connaissance de la demande de la clientèle actuelle (et potentielle) a motivé l'évolution du microcrédit à la microfinance et, plus récemment, à des services financiers accessibles à tous.

Jadis, deux caractéristiques marquaient la microfinance : une concentration sur le crédit aux micros entreprises (des petits prêts pour satisfaire les besoins de fonds de roulement des

---

<sup>10</sup> Microfinance = les services de microfinance fournissent un ensemble de produits financiers aux personnes exclues du système financier classique ou formel. Ils concernent en général les habitants pauvres des pays en développement.

entrepreneurs) et une approche de prestation de services de crédit largement dominée par l'offre. Par conséquent, des services de crédit très peu diversifiés ont attiré un segment de clientèle également étroit. Aujourd'hui, on reconnaît de plus en plus que toutes les personnes pauvres ne sont pas nécessairement des entrepreneurs, mais qu'elles ont effectivement besoin et usent de divers services financiers. La reconnaissance de la diversité des personnes exclues des services financiers (et pas seulement les micros entrepreneurs) a des incidences considérables sur la création de systèmes financiers accessibles à tous. Les agriculteurs peuvent avoir besoin de crédit pour des intrants agricoles, mais aussi d'un endroit sûr pour mettre de côté les recettes de leurs récoltes, qu'ils pourront utiliser durant les périodes creuses. Les retraités ont besoin d'un système fiable pour recevoir leur pension. Les ouvriers d'usine ont besoin qu'on les aide à assurer le quotidien entre les jours de paie. En bref, ces clients divers nécessitent des services financiers divers. Ces services vont des prêts d'urgence ou du crédit hypothécaire au crédit à la consommation, aux services de dépôt de toute sorte, jusqu'aux méthodes de transfert de fonds et aux produits d'assurance.

Selon un rapport de l'OIT (2015), Les politiques d'accès au financement et de formation à l'entrepreneuriat peuvent contribuer à générer des revenus et favoriser la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, notamment lorsqu'elles sont combinées. La majorité des interventions évaluées à ce jour visaient les micros entreprises ou les travailleurs indépendants au pied de la pyramide. Ces programmes doivent être maintenus car ils jouent un rôle précieux en assurant des revenus stables et en créant des emplois supplémentaires. Les évaluations d'impact rigoureuses de politiques destinées aux PME autres que les micros entreprises sont rares, et il conviendrait d'évaluer davantage l'efficacité des politiques concernant ce sous-segment. Ces évaluations devraient entre autres inclure le groupe des jeunes PME à croissance rapide, à l'origine de la plupart des nouveaux emplois. En ce qui concerne les groupes cibles sur le marché du travail, les interventions qui s'adressent aux jeunes ont une plus grande incidence sur l'emploi que celles axées sur d'autres groupes d'âge. Par conséquent, l'entrepreneuriat des jeunes doit continuer de figurer parmi les politiques actives du marché du travail adoptées pour lutter contre le chômage des jeunes. Les interventions en faveur des femmes chefs d'entreprise semblent donner de moins bons résultats en matière de création de revenus et d'emplois. Cette constatation invite à revoir les approches actuelles afin d'apporter de meilleures réponses aux difficultés particulières des femmes chefs d'entreprise. L'OIT<sup>11</sup>, déjà un acteur important du soutien à l'entrepreneuriat, a consenti des efforts et des

---

<sup>11</sup> OIT = L'organisation internationale du travail ou OIT est depuis 1946 une agence spécialisée de l'ONU.

investissements considérables pour effectuer une évaluation rigoureuse de ses interventions dans ce domaine. Les évaluations de l'impact des interventions de l'OIT font apparaître de bons résultats au plan de la création de revenus, mais un tableau mitigé en ce qui concerne la création d'emplois. Il est clair qu'il faudrait procéder à d'autres évaluations, et que celles-ci devraient être moins axées sur la création de revenus et fournir davantage d'informations sur la qualité des emplois. Les évaluations à venir devraient en outre inclure des analyses coût-bénéfice.

Il ressort d'indications fiables qu'un environnement favorable est bénéfique pour l'emploi et la croissance économique et que, plus l'entreprise est petite, plus grands sont les effets sur l'emploi. Cela confirme l'hypothèse qu'un environnement favorable et des règles du jeu égales sont importants pour le développement des PME.

Selon Mishkin (2013), les banques sont des institutions financières qui acceptent les dépôts et accordent des prêts. Le terme banque, au sens large, inclut les banques commerciales, les banques à caractère mutualiste ou coopératif, les caisses d'épargne et les sociétés de financement à objet limité. Les banques sont les intermédiaires financiers les plus familiers pour les particuliers. Une personne ayant besoin d'un prêt pour acheter une maison ou une voiture l'obtient généralement d'une banque de proximité. Dans les pays riches, la quasi-totalité de la population a aujourd'hui au moins un compte en banque, et la plupart des gens conservent une partie de leur richesse financière dans les banques, sous la forme de compte chèques, de compte ou livret d'épargne, ou d'autres types de dépôts à terme. Comme les banques sont les intermédiaires financiers les plus importants, elles méritent la plus grande attention. Mais les banques ne sont pas les seules institutions financières importantes. En fait, ces dernières années, d'autres institutions financières comme les compagnies d'assurances, les sociétés de gestion d'actifs, les fonds de pension, les fonds collectifs d'investissement et les banques d'investissement ont grandi, souvent aux dépens des banques. Nous devons donc également les prendre en compte.

## **DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE ET ANALYTIQUE**

## **CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE**

Dans cette partie, nous présentons le cadre global de notre étude en mettant un accent considérable sur l'accès au financement des jeunes au Sénégal .Cette présentation nous permettra d'avoir un cadre visible sur le financement des jeunes au Sénégal.

### **1.1.Présentation du domaine de l'étude**

Notre travail s'inscrit dans le domaine du finance en général plus précisément de faire une étude particulière sur l'accès au financement des jeunes au Sénégal. En effet, nous étudierons les relations qui existent entre les jeunes et les structures de financement et de prouver que si les institutions financières offrent des produits financiers adaptés aux jeunes et l'accompagnement technique dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus avec le soutien de l'état du Sénégal et de ses partenaires privés c'est-à-dire les institutions financières privées. En outre, avec une population majoritaire jeune, leurs accès au financement constituent un enjeu majeur pour le développement du Sénégal, ainsi nous allons étudier que les microcrédits octroyer aux jeunes sont perçus comme un moyen pour lutter contre la pauvreté et les permettent de démarrer leurs projets en tant qu'entrepreneur qui s'inscrit dans cette dynamique dont la finalité est l'augmentation du capital social<sup>12</sup> et de l'autonomie.

#### **1.1.1. Environnement de l'étude**

Notre étude porte sur l'accès au financement des jeunes au Sénégal. En effet, l'entrepreneuriat occupe une place prépondérante dans l'économie sénégalaise et sa formalisation avec des études précises et d'analyses des projets favoriseraient l'inclusion des jeunes dans l'entrepreneuriat, cibles généralement marginalisées par le système financier bancaire habituel. Ainsi, la cherté du coût du crédit avec des taux intérêt importants, les garanties contraignantes, l'accès aux mécanismes financiers publics comme privés nous poussent à étudier dans ce domaine. En outre, l'accès aux canaux de financement est plus problématique pour certains jeunes que pour d'autres, en effet, pour les jeunes entrepreneurs, qui ont porté des projets

---

<sup>12</sup> Le capital social, appelé souvent plus simplement le capital, en comptabilité les ressources apportées à une société par ses associés lors de sa création ou d'augmentations de capital ultérieures.

entrepreneuriaux les innovants à fort potentiel de croissance, les difficultés évoquées précédemment sont encore plus prononcées, ce qui n'est pas sans incidence sur la productivité globale et la croissance. Or, une disparité dans l'accès au financement constitue un vecteur d'inégalité. Le déficit de financement est encore plus criant dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu, ainsi que dans les zones éloignées plus précisément dans les zones rurales.

Population majoritaire jeune, c'est dans cette optique que le gouvernement du Sénégal a mis en place le 15 Novembre 2017 la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ pour s'occuper du financement des jeunes. Cette structure de financement permet aux jeunes entrepreneurs d'accès très rapide au financement. La DER/FJ a le rôle de contribuer à dynamiser l'entrepreneuriat qui constitue la principale occupation de la population sénégalaise. En effet, près de 60% de la population active du Sénégal est constituée d'entrepreneurs individuels tel que le renseigne le Recensement Général des Entreprises (RGE 2016) conduit par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). La DER/FJ est ainsi appelée, dans son action pour l'entrepreneuriat au Sénégal, à faire preuve d'efficacité dans la mobilisation des ressources et dans ses modalités d'intervention et de souplesse dans ses procédures d'accès au financement (DER/FJ, 2021).

Les financements de la DER/FJ répondent aux besoins d'allègement du coût du crédit, aussi bien en termes de taux d'intérêt que de garanties demandées aux bénéficiaires. Il s'agit ainsi de faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs généralement exclus du système financier classique, afin de leurs permettre de démarrer une activité génératrice de revenus ou d'en consolider une existante. En effet, la DER/FJ applique un taux d'intérêt de 5% sur les financements accordés, exception faite sur les projets en cofinancement avec les institutions financières pour lesquels le taux d'intérêt est plafonné à 8%. Il convient de noter que d'autres mesures d'assouplissements sont prévues dans une logique de discrimination positive à l'endroit de couches vulnérables de notre population, notamment les personnes vivantes avec un handicap (DER/FJ, 2020).

Certes qu'on prévoit le budget général du Sénégal pour l'année 2022 à 3 461 milliards de FCFA en recettes et à 4 245 milliards de FCFA en dépenses selon la Direction Générale du Budget (DGB, 2022). Ainsi, on note une faible participation ou contribution de l'Etat du Sénégal par rapport au budget qui est l'un des partenaires sûre de la Délégation générale rapide à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ. En effet, en 2022 la Délégation générale pour l'Entrepreneuriat Rapide (DER) est dotée d'une ligne de crédit de 30 milliards, à travers notamment la mise en place de Bourses pour l'Entrepreneuriat Rapide qui seront octroyées selon des modalités

assouplies. Ces fonds seront essentiellement consacrés aux jeunes gens et jeunes-filles, artisans, auto-entrepreneurs. Le chef de l'Etat est ainsi parti du constat que ceux sont ces acteurs qui ont le plus de difficultés à trouver un financement pour agrandir une affaire ou améliorer une stratégie de business. La DER/FJ couvrira l'ensemble des 14 régions du Sénégal en termes de financement. Il convient simplement de préparer les projets et d'attendre l'ouverture des points de dépôts de la DER/FJ pour enregistrer les demandes (site présidence du Sénégal). Depuis sa création jusqu'aujourd'hui la DER/FJ travaille avec ses partenaires financiers, comme l'Etat du Sénégal et aux structures de microfinances privées. Ainsi, il bénéficie d'une part du budget étatique et d'autres fois, elle met en place des politiques de co-financement. En effet, une forte demande de financement a été constatée depuis sa création.

Nous avons trois tranches d'âges que nous allons étudier. Premièrement, nous avons les jeunes qui ont entre 18 et 25 ans, ils ont déposé plus de 23 835 dossiers à la DER/FJ soit un montant de 37 975 774 076 milliards FCFA avec 43% Filles et 57% d'hommes, ensuite la tranche d'âges qui varie entre 25 et 30 ans, ils ont déposé 24 348 dossiers soit un montant de 52 939 896 105 milliards FCFA avec 43% Filles et 57% d'hommes. En fin, la tranche d'âge qui varie entre 30 et 35 ans, ils ont déposé 27 078 dossiers soit un montant de 59 720 385 099 milliards FCFA avec 49% de Filles et 51% d'hommes (DER/FJ, 2021).

Selon de la DER/FJ (2020), le montant total des demandes s'élève à 232 858 072 168 milliards FCFA et le montant total demandés par les jeunes (- 35 ans) est de 150 636 055 280 FCFA soit 75 261 dossiers 64,69 % de la demande.

En outre, sur 75 milliards FCFA de fonds levés auprès des bailleurs, la DER/FJ a octroyé un financement de 60 milliards FCFA de ces demandes, 38 814 043 389<sup>13</sup> milliards FCFA octroyés aux jeunes. Les ressources mobilisées auprès des partenaires financiers nationaux ont permis d'octroyer des financements à hauteur de 24, 5 Milliards à travers l'autonomisation DER/FJ économique, le cofinancement et la garantie. Selon le site officiel de la DER 75 000 000 000 milliards FCFA de somme levée dont 60 000 000 000 milliards FCFA de financement octroyés en 2020.

### **1.1.2. Cadre organisationnel**

Le 10 mars 2022 Mame Aby Séye vient d'être portée à la tête de la délégation générale à l'entreprenariat rapide DER/FJ en remplacement de Pape Amadou Sarr. Auparavant, Mme

---

<sup>13</sup> FCFA = franc de la communauté financière africaine

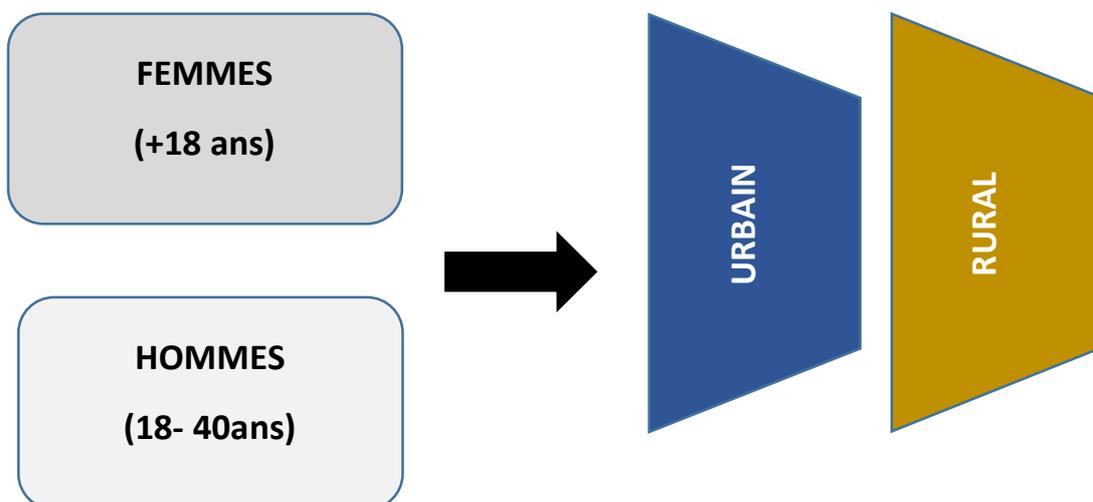
Mame Aby Séye était en poste à la caisse des dépôts et consignations (CDC) en 2015 d'abord comme chef du projet de la cité des affaires de l'Afrique de l'Ouest. Elle sera promue en 2018 chef de la division du développement territorial, puis Directrice du Développement des partenariats à la compagnie Générale immobilière du Sahel, la filiale immobilière de la CDC. Titulaire d'un Doctorat en Sociologie – Démographie de l'université de Caen, en France, et d'un DESS en Management public urbain à l'institut français d'urbanisme, elle capitalise 18 ans d'expérience et a passé une bonne partie de sa carrière professionnelle en France. Notamment comme ancienne chargée de clientèle à Orange de 1998 à 2003.

La Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) est une structure rattachée au Secrétariat général de la Présidence de la République du Sénégal a été créée par décret n° 2017-2123 du 15 novembre 2017 et ayant comme missions :

- **la définition et la mise en œuvre de stratégies de promotion de l'auto-emploi des jeunes et des femmes ;**
- **la mobilisation des ressources et le financement de projets de création d'entreprise et d'activités génératrices de revenus ;**
- **le renforcement des capacités techniques et managériales des bénéficiaires ;**
- **l'encadrement et le suivi-évaluation des projets et activités financés**

**Schéma 1: conditions d'éligibilité**

## **CONDUCTIONS D'ELIGIBILITE**

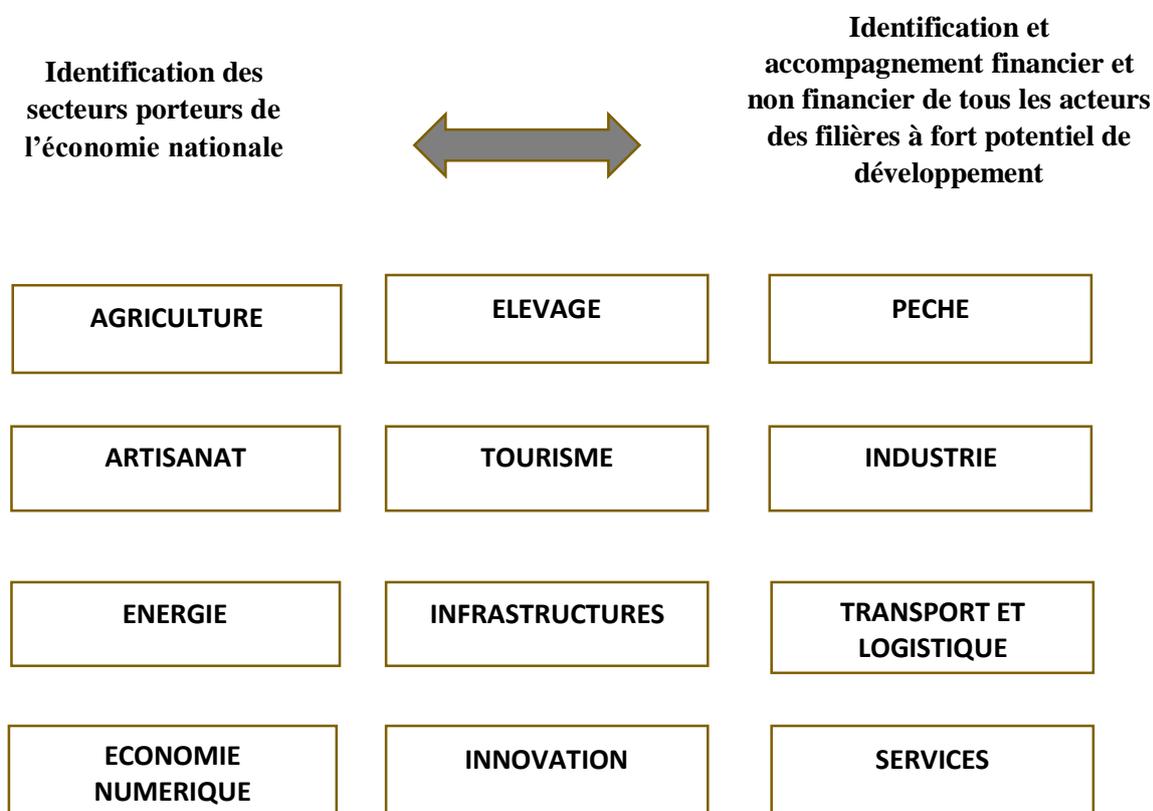


Source : site DER/FJ

La DER /FJ est une institution financière mise en place par le gouvernement sénégalais, qu'elle s'occupe du financement des hommes de 18 à 40 ans et les femmes de plus de 18 ans et leurs financements ont une portée nationale (dans les villes comme les zones rurales). Notre travail se focalisera sur la jeunesse qui a l'âge de 18 à 35 ans. Cette tranche âge est la partie la plus active et dynamique avec des projets innovateurs et aujourd'hui, elle est considérée comme une cible du financement. Le taux de chômage au Sénégal a été estimé à 24,5 % au quatrième trimestre de 2021, soit une hausse de 7,8 points de pourcentage par rapport au dernier trimestre de 2020, selon l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD, 2021).

## Schéma 2: les secteurs ciblés par la DER/FJ

### SECTEURS FINANCIERS



**Source** : site DER/FJ

Les secteurs prioritaires accompagnés par la DER/FJ sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le tourisme, l'énergie, le transport et logistique, la pêche et les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'allocation des ressources aux entrepreneurs en tenant compte des potentialités des zones. En effet, au Sénégal chaque zone à sa spécificité naturelle. Le pays est bordé à l'ouest par 700 km de côtes sur l'océan Atlantique

de St-louis à Ziguinchor. Dans cette zone, le financement des jeunes sur le domaine de la pêche est prioritaire. Au Centre, nous avons le bassin arachidier avec une forte présence de l'agriculture. Au Nord, l'élevage est le secteur prioritaire au fouta et au Sud, nous avons la verte Casamance avec la transformation des produits halieutiques et forestiers comme l'anacarde.

Ainsi, la DER/FJ opte dans son intervention pour une approche basée sur la création et le renforcement des chaînes de valeurs dans les filières porteuses afin de mettre en place des écosystèmes durables, et ce dans le respect de l'équité territoriale. Il convient de préciser que le commerce de produits importés est exclu des activités accompagnées, conformément à la politique de valorisation des produits locaux (DER/FJ, 2021).

Le taux d'intérêt de la DER/FJ est entre 0 et 5% tous frais inclus. En effet, elle applique un taux d'intérêt de 5% sur les financements accordés, exception faite sur les projets en cofinancement avec les institutions financières pour lesquels le taux d'intérêt est plafonné à 8%. Il convient de noter que d'autres mesures d'assouplissements sont prévues dans une logique de discrimination positive à l'endroit de couches vulnérables de notre population, notamment les personnes vivant avec un handicap (DER/FJ, 2021). En outre, de ce taux d'intérêt, la durée de remboursement du prêt **varie en fonction du prêt** et elle peut être **différé jusqu'à 1 an selon l'activité**. La DER/FJ octroie des financements sur :

- L'entrepreneuriat pour l'autonomisation
- Financement des Entreprises
- Financement des chaînes de valeurs (financement destiné à la création, les corps de métiers comme artisanats, cordonniers)
- Financement de l'incubation (pour la maturation et la validation des projets)

Pour la DER/FJ :

- Une personne individuelle peut demander jusqu'à **500 000 CFA**
- Une demande regroupée, maximum 10 personnes peut avoir **5 000 000 CFA**
- les personnes physiques et morales (SARL, SA, GIE) peuvent demander de **500 000 à 5 000 000 CFA**.
- Ces mêmes personnes peuvent recevoir de **5 000 000 à 10 000 000 CFA** et plus de **10 000 000 CFA**.

La DER/FJ a financé **106 209** jeunes et femmes porteurs de projets dans des domaines aussi divers que l'artisanat, la pêche, l'agriculture, l'élevage, la transformation de produits locaux et le numérique soit un montant de **60 000 000 000** milliards FCFA de 2019 à 2021.

## **1.2. Techniques de recherche**

Cette partie renseigne sur la technique à adopter pour cette étude. De ce fait, pour étudier les raisons de la persistance de l'accès au financement des jeunes au Sénégal, nous avons besoin des informations en détail et poser des questions peuvent nous permettre d'avoir des réponses sur notre sujet de réflexion. Avec des questions ouvertes utilisées, nous allons lancer une série de questionnaire et essayer de voir les avantages et les inconvénients de l'accès au financement des jeunes au Sénégal. L'objectif de cette enquête par questionnaire<sup>14</sup> est d'observer, d'analyser et comprendre une tendance liée à un domaine d'étude quelconque ou un comportement global, d'un phénomène grâce aux données collectées. Ces sondages sont soumis de manière collective pour être représentatifs et obtenir des données chiffrées utilisables pour afin comprendre si les jeunes aux sénégalais accèdent- ils aux financements et la contribution de la DER/FJ. Cet outil fait donc partie des méthodes quantitatives de recherche. Ces méthodes dites quantitatives utilisent des outils mathématiques et statistiques en vue de décrire, expliquer et comprendre des phénomènes en se basant sur les données (Google forms).

### **1.2.1 Recueil des données**

Le recueil de données constitue une partie importante de l'étude. Elle consiste à collecter toutes les informations pertinentes pour le déroulement de notre recherche. Ces données ont été obtenus grâce un rapport de la DER/FJ 2019-2021, la CDI du groupe Supdeco, la bibliothèque en ligne Scholarvox et avec une série de questionnaire pour afin recueil des données auprès des jeunes. Les outils de collecte nous permettent d'avoir des informations nécessaires sur notre sujet. Ça nous permettra d'avoir des informations qualitatives comme quantitatives.

Premièrement, la DER/FJ a mis en place une plateforme pour y mettre des informations statistiques et de permettre aux sénégalais de consulter ce site pour voir l'évolution de la DER/FJ à la date de sa création jusqu'aujourd'hui et la recherche en ligne n'a pas était en reste car il nous a permis d'avoir des documents électroniques. Tout ceci nous a permis d'avoir une

---

<sup>14</sup> Questionnaire = Série de questions écrites ou orales auxquelles on est soumis et/ou auxquelles on doit répondre ; document manuscrit ou imprimé sur lequel figure la liste des questions posées.

documentation assez riche pour mieux comprendre notre sujet de réflexion et de nous donner la bonne voie pour notre réflexion.

En effet, deuxièmement, nous créons une série de questionnaire via Google forms pour afin essayer de collecter mes informations sur notre base de données et à partir des données reçues de faire des analyses précises sur le sujet de recherche. Cette questionnaire sera adressée aux jeunes du pays de tout sexe et qui ont entre 18 à 35 ans pour essayer de voir comment trouvent-ils l'accès au financement des jeunes au Sénégal avec l'apport de l'Etat à travers ses structures de financement comme la DER/J. Ce questionnaire été adressé au hasard à 38 personnes.

### **1.2.2. Méthode d'analyse des données**

Pour la méthode d'analyse des données, nous avons décidé de faire recourir à la méthode PESTEL (Politique – Economique – Social – Technologique – Environnemental – Légal) et Social et SWOT qui signifie strenghts - weaknesses – opportunities – threats en anglais. En effet, nous avons présenté l'analyse PESTEL en premier et l'analyse SWOT qui représente les critères internes (forces et faiblesses) et les critères externes c'est-à-dire les opportunités et les menaces. Cette analyse permet de faire une synthèse des forces et des faiblesses d'une organisation au regard des opportunités et des menaces que présente son environnement.

Notre cadre organisationnel porte sur la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER/FJ) donc nous allons d'abord faire l'analyse PESTEL de la DER/FJ, en faisant aussi une analyse SWOT sur cette structure mis en place par le gouvernement sénégalais.

#### **Analyse PESTEL**

##### **❖ POLITIQUE**

Sur le plan politique, le Sénégal est l'un des pays les plus stables d'Afrique avec plus de trois alternances politiques depuis l'indépendance en 1960. En effet, cette stabilité est un facteur prépondérant qui captive les investissements étrangers. Selon le Président de la République du Sénégal, la mise en place de la DER/FJ procède d'un acte de fois, d'une preuve de pragmatisme et d'une quête perpétuelle d'efficacité dans l'action publique, drapés d'un idéal républicain.

## ❖ ECONOMIQUE

Après la covid et actuellement la guerre entre la Russie et l'Ukraine, on note une conjoncture économique considérable liée à ses fléaux. Ce qui a amené un impact brutal de la production industrielle avec la fermeture des usines et l'arrêt des grands travaux de constructions et infrastructures. Ces problèmes cités augmentent le taux de chômage, la pauvreté et les jeunes sont de plus en plus en besoin de financement. C'est dans cette optique que la DER/FJ a financé 106 209 jeunes soit un montant de 60 000 000 000 milliards de FCFA

## ❖ SOCIAL

Au Sénégal, on note une inégalité sociale entre les citadins et les ruraux. Les villes rythment avec la présence de grandes industries alors que les ruraux sont dans l'agriculture, l'élevage. C'est ainsi que la DER/FJ est présent dans les 46 départements du Sénégal et en faisant de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche des secteurs prioritaires.

## ❖ TECHNOLOGIQUE

Sur le plan technologique, la DER/FJ fait recourir aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. En effet, elle a mis en place une plateforme E-LEARNING pour la formation des jeunes et femmes afin de renforcer ses derniers dans le domaine de l'entreprenariats. En outre, la DER/FJ donne une importance capitale aux nouvelles technologies en permettant aux jeunes de faire des demandes de financement en ligne.

## ❖ ENVIRONNEMENTAL

Sur le plan environnemental, soucieux du changement climatique et des catastrophes naturelles de ce monde d'aujourd'hui, la DER/FJ a des politiques environnementales très importantes. Avant le financement de ses jeunes, la DER/FJ se dote des experts qui leurs permettent d'évaluer les projets sur le plan environnemental. Les domaines qu'ils se focalisent le plus sont : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

## ❖ LEGAL

La Délégation générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) est une structure rattachée au Secrétariat général de la Présidence de la République du Sénégal a été créée par décret n° 2017-2123 du 15 novembre 2017. Sur le plan juridique, étant donné que la DER/FJ est une structure de finance publique, on ne note pas de discrimination à leurs égards et elle prend aussi en compte la protection des données personnelles des bénéficiaires.

## Analyse SWOT

### ❖ STRENGTHS OU FORCES

- ✓ Le montant total de financement est reconnu aujourd'hui comme une force grâce à l'appui de l'Etat du Sénégal et ses partenaires privés

Depuis sa création, la DER/FJ a octroyé 60 000 000 000 milliards FCFA

- ✓ La DER/fj est présente dans les 46 départements du Sénégal

Depuis sa création 106 209 femmes et jeunes porteurs de projets à persévérer d'avantages et s'investir dans le domaine de l'entrepreneuriat.

- ✓ Mis en place des bureaux de NANO-CREDITS

Le principe du nano-crédits est simple, les financements varient entre 10 000 et 300 000 FCFA pour appuyer les commerçants dans marchés.

### ❖ WEAKNESSES OU FAIBLESSES

- ✓ Le budget de de DER/FJ est très faible par rapport au demande de financement reçue par cette structure de financement.
- ✓ Sous – évaluation des projets des jeunes, ce qui entraîne souvent la difficulté de les achevés
- ✓ Faible montant de financement dans les domaines d'innovations comme les NTIC.

### ❖ OPPORTUNITIES OU OPPORTUNITES

- ✓ La DER /fj a mis en place la DER ACADEMY, pour diversifier ses outils et démocratiser son offre de formation, en mettant en place une formation E-learning.
- ✓ Le fond Diaspora, c'est un fond pour associer la diaspora au dispositif de la DER/FJ. Le fond diaspora de la DER/FJ a été mis en place, dans le cadre des efforts consentis par l'Etat du Sénégal pour dynamiser la contribution de la diaspora dans l'économie nationale.
- ✓ Le D-HUB est un espace aménagé au point E, l'innovation sera le noyau d'un réseau de hubs qui sera déployé sur le territoire national.

### ❖ THREATS OU MENACES

- ✓ Une concurrence accrue avec les institutions de microfinance privée
- ✓ Après le financement, les jeunes qui tombent en faillites ne parviennent pas à rembourser. Cela constitue une menace pour la DER/FJ.

- ✓ Les menaces peuvent être liées d'ordre économique, politique et social. Exemple pendant la COVID, on note une diminution considérable du montant de financement que la DER/FJ avait alloué aux jeunes.

## CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE

Dans cette partie, nous allons faire une analyse pertinente et objective de notre travail en expliquant de façon claire les informations obtenues et après ses analyses, on doit a priori vérifier si les hypothèses posées sont valides ou non et afin de formuler des recommandations et indiquer l'implication managériales de l'entreprise.

### 2.1. Présentation et discussion des résultats

Nous procéderons à la présentation et à l'analyse des résultats tirées de notre étude. En outre, nous allons traiter la répartition de la population sénégalaise de (15 à 35 ans), les ressources mobilisées par la DER/FJ sur le budget, détail cofinancement DER/FJ et partenaires financiers, la demande de financement reçue par la DER/FJ, la répartition des jeunes par tranches d'âges, la répartition des jeunes selon leurs connaissances de la DER/FJ, la répartition des jeunes qui ont reçu ou connu une personne financée par DER/FJ, les difficultés notées dans les structures de financement, opinion des jeunes sur la contribution de l'Etat du Sénégal, la répartition des jeunes qui occupent un emploi rémunérés ou non rémunérés.

#### ❖ la répartition de la population sénégalaise de (15 à 35 ans)

Selon les études d'un rapport de l'agence nationale de la statistique et de la démographie l'ANSD, la population sénégalaise est estimée à 17 738 795 hbts dont 52,1% ont moins de 20 ans sur population résidente du pays<sup>15</sup>. Selon cette même étude la région de Dakar représente 23% de la population sénégalaise avec plus 2 715 237 hbts.

**Tableau 1: Répartition de la population sénégalaise de (15 – 35 ans).**

AGES	SEXES		ENSEMBLE
	MACULIN	FEMININ	
15 -20	1 078 473	1 026 301	2 104 774
21 - 25	764 018	745 133	1 509 151
26 - 30	638 100	666 551	1 304 651
31 - 35	529 514	582 432	1 111 946
TOTAUX	<b>3 010 105</b>	<b>3 020 417</b>	<b>6 030 522</b>

Source : ANSD, projections démographique, 2021

Ce tableau montre une représentation de la population sénégalaise dont la tranche d'âge qui entre (15 – 35 ans) soit 6 030 522 hbts dont 49,91 % de sexe masculin et de 50,08% de sexe

<sup>15</sup> Population résidente du pays = Population ayant son domicile habituel dans un territoire déterminé.

féminin. En effet, les jeunes de 15 – 35 ans constituent une cible importante dans la perspective de développement du pays. Pour participer à l'émergence du pays, les jeunes ont besoins du financement dans les structures financières mises en place par l'Etat du Sénégal, de même que les institutions financières privées de microfinances afin de mettre en place leurs Entreprises et créer de la richesse. Cette tranche représente la population active qui doit avoir de la formation, du l'accompagnement et du financement.

❖ **les ressources mobilisées par la DER/FJ sur le budget**

Ce tableau nous montre le somme des financements octroyés par la DER/FJ. En effet, nous avons le montant de fonctionnement de la DER/FJ, le montant des financements et la ressource force covid. Ce financement provient du budget du Sénégal via le Ministère des finances et du budget.

**Tableau 2: Ressources mobilisées par la DER/FJ sur le budget**

ANNEE	Fonctionnement	Montants levés invest	Ressources force covid	Total général
2019	2 300 000 000	20 000 000 000		22 300 000 000
2020	3 000 000 000	19 500 000 000		22 500 000 000
2021	5 500 000 000	6 000 000 000	2 000 000 000	13 500 000 000
Total	10 800 000 000	45 500 000 000	2 000 000 000	58 300 000 000

**Source :** Bilan des financements de la DER/FJ, 2021.

Pour résoudre ce problème de l'accès au financement des jeunes, l'Etat du Sénégal dote une ligne de crédits de 58 300 000 000 FCFA de 2019 jusqu'en 2021 à travers notamment la mise en place de bourses pour l'entreprenariat rapide qui seront octroyées selon critères fixés par la DER/FJ. En effet, dans un pays l'Etat ne peut pas donner de l'emploi à tous, il doit aménager les conditions d'accès au financement et à l'emploi. Ainsi, l'Etat joue le rôle de l'arbitre entre ses structures et ses bénéficiaires. Au Sénégal, après l'audit biométrique des agents de l'Etat, la fonction publique sénégalaise compte 127 130 agents en 2021 d'après Sénégal Service. Donc le reste travail dans le secteur privé en finançant leurs projets par leurs fonds propres ou par les structures de financement étatique ou privée. Entre outre, en 2021 l'enveloppe de 2 000 000 000 FCFA a été octroyée par la DER/FJ grâce à la force covid – 19. Cette somme d'argent amortit le choc économique de la pandémie.

### ❖ **Détail cofinancement DER/FJ et partenaires financiers**

Ce tableau suivant montre la répartition détaillée du cofinancement entre la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ et ses partenaires financiers entre 2019, 2020 et 2021. Il établira aussi la somme émise par la DER/FJ pour les financements des jeunes via ses partenaires privés.

**Tableau 3: Détail cofinancements DER/FJ et ses partenaires financiers**

<b>Programmes</b>	<b>Sources de financement</b>	<b>Montants</b>
Anacarde	BAD BNDE CMS	3 195 580 100
Produits horticoles	BAD, LBA, BNDE, MDCEST	1 500 000 000
Acteurs de la pêche	MPEM, CMS	354 300 000
Campagne agricole	BAD, CMS	2 685 189 039
Ovins	BAD, CMS, PAMECAS	350 762 483
Petit matériel agricole	BAD, MAER, PAMECAS	1 200 000 000
Matériel agricole motorisé	BAD, MEAR	1 300 000 000
Boulangerie	BAD	800 000 000
ASPRODEB (intrant agricoles)	BAD, CMS	1 200 000 000
Camions frigorifiques	DER /FJ, BNDE	2 000 000 000
Initiative 10 millions de masques	DER/FJ	3 000 000 000
SODAGRI (intrants et matériels)	BAD	800 000 000
SIPA (intrants et équipement solaire	BAD, BNDE	1 000 000 000
USADF (multi-secteurs et refinancement SFD)	USADF, DER/FJ	1 000 000 000
3FPT (multi-secteur)	BAD	330 000 000

**Source** : Bilan des financements de la DER/FJ, 2021.

Les ressources mobilisées auprès des partenaires financiers nationaux ont permis d'octroyer des financements à hauteur de 24,5 milliards à travers l'autonomisation DER/FJ, le cofinancement, la garantie et de 45 500 000 000 milliards FCFA. Selon le site officiel de le DER/FJ 75 000 000 000 milliards FCFA de somme levée dont 60 000 000 000 milliards FCFA de financement octroyés en 2021. Diversifiée la cible de financement, ce cofinancement permet aux jeunes de percevoir des financements partout au Sénégal. La fusion entre la DER/FJ et ses partenaires de microfinance privée joue un rôle prépondérant, en effet même si la DER/FJ ne maille pas la totalité du territoire national, ses structures de financement viennent en appui considérable pour soulager la DER/FJ.

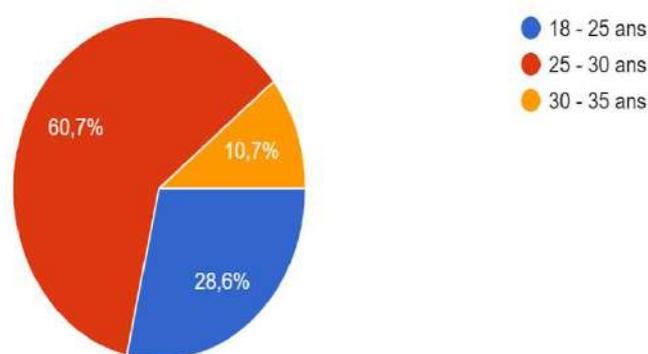
### ❖ Répartition des jeunes par tranches d'âges :

La répartition des jeunes nous a permis de les classer en tranche d'âges. Nous avons divisé les jeunes en trois catégories d'âges : les jeunes âgés de 18 à 25 ans, les jeunes âgés de 25 à 30 ans et les jeunes âgés de 30 à 35 ans.

#### Graphique 1: Répartition des jeunes par tranches d'âges

Quelles tranches d'âge figurez-vous ?

28 réponses



Source : Auteur

Les résultats montrent que ceux qui sont âgés entre 18 et 25 ans représentent 28,6 % de notre enquête, la tranche d'âge de 25 à 30 ans représente 60,7 % et les jeunes âgés de 30 à 35 ans représentent 10,7 % de l'effectif.

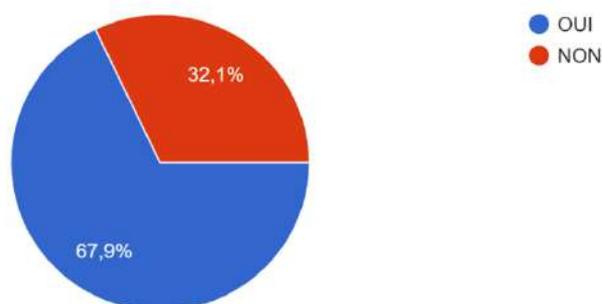
Au Sénégal, les jeunes qui ont entre 18 et 25 ans constituent un regard important pour la formation. En effet, la plus de ses jeunes de cet âge, les uns fréquentent l'école ou l'université et d'autres exercent des métiers dans les ateliers traditionnels. Même si on peut être jeune en exerçant une activité génératrice de revenu mais le cumul entre l'entrepreneuriat et l'éducation peut être un handicap. Pour les jeunes qui ont entre 25 à 30 ans, la plupart entre eux viennent juste de sortir de leurs formations et ils ont besoin à priori d'un emploi ou un financement pour mettre en place une Entreprise. C'est la tranche d'âge où nous avons noté une demande très forte. In fine, nous avons la tranche d'âge qui se situe entre 30 et 35 ans. La plupart de ses jeunes de cet âge ont de l'expérience survenue grâce aux échecs vécus (business raté, mauvais placement), du chômage et aujourd'hui, ils ont besoins du financement pour leurs projets.

### ❖ Répartition des jeunes selon leurs connaissances de la DER/FJ :

La répartition des jeunes selon leurs niveaux de connaissances de la DER/FJ a été effectuée pour voir si les jeunes interrogés connaissent la Délégation Générale à l'entrepreneuriat rapide. Elle montre que 62,9 % ont répondu OUI et 32,1% ont dit non.

### Graphique 2: Répartition des jeunes selon leurs connaissances de la DER/FJ

CONNAISSEZ - VOUS LA DELEGATION GENERALE A L'ENTREPRENARIAT RAPIDE DER/FJ ?  
28 réponses



Source : Auteur

Ces résultats montrent le pourcentage des jeunes qui connaissent la DER/FJ et ceux qui ne connaissent pas. Cette connaissance doit leur permettre de savoir la structure de financement, ses objectifs, leurs conditions d'éligibilité et de pouvoir déposer pour avoir un financement. Au Sénégal, nous avons noté que la plupart des jeunes connaissent la DER/FJ mais ils ont peur de demander des financements à cause d'un taux d'intérêt élevé et une procédure administrative très lente. Ainsi, la DER/ doit changer sa politique de commutation pull et d'aller chez les jeunes en les expliquant de manière claire et nette leurs travaux et de renouer la confiance entre eux et les jeunes.

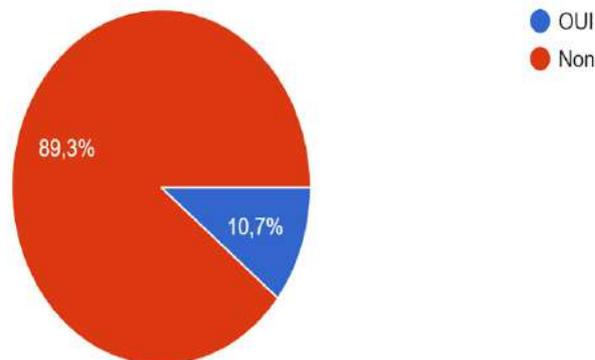
### ❖ Répartition des jeunes qui ont reçu ou connu une personne financée par la DER/FJ.

Ce graphique est très important pour nous car il détermine la répartition des jeunes qui ont reçu ou connu une personne financée par la DER/FJ. D'après le graphique 10,7% des personnes interrogées ont répondu par OUI et 89,3% ont dit NON.

### Graphique 3: Répartition des jeunes qui ont reçu ou connu une personne financée par la DER/FJ.

Avez - vous déjà reçu un financement provenant de la DER/FJ ou une personne que vous - connaissez ?

28 réponses



Source : Auteur

Avec une demande de 132 394 dossiers soit un montant de 232 858 072 166 milliards FCFA, la DER a octroyé un financement 106 209 jeunes soit un montant de plus 60 000 000 000 milliards FCFA pendant trois ans. Avec une demande sociale considérable, ce financement octroyé aux jeunes est très faible comparé à la masse importante de la jeunesse sénégalaise 6 030 522 hbts (15 – 35 ans) soit 49,91% selon le rapport de la projection démographique de 2021. En effet, pour lutter contre le sous- développement, les jeunes doivent accéder au financement de mettre en place des Entreprises, créés de la richesse et participer au développement du pays mais ça sera très difficile aux jeunes de porter le développement de ce pays si l'Etat n'augmente pas le montant octroyé aux structures de financement.

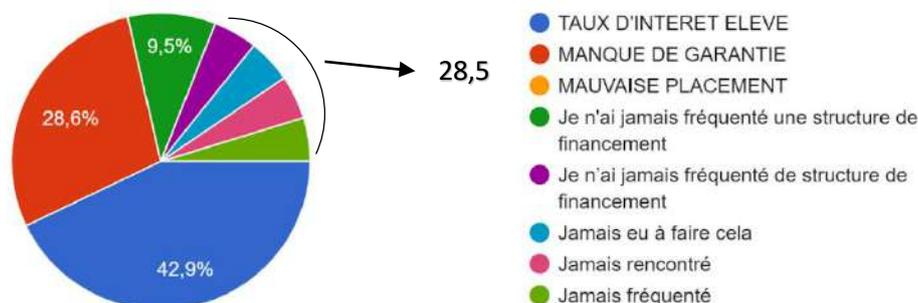
#### ❖ Les difficultés notées dans les structures de financement :

Les difficultés qu'on peut relever dans les structures de financement sont multiples. Dans ce graphique, plusieurs 42,9 % des jeunes révèlent que les taux d'intérêt émis par les structures financières sont très élevés, 28,6 % disent qu'ils sont des problèmes de garanties et les 28,5 % des jeunes interrogés n'ont jamais eu ces problèmes car ils n'ont jamais fréquenté ses structures de financement.

#### Graphique 4: Les difficultés notées dans les structures de financement.

Quelles sont les difficultés que vous pouvez relever sur le financement des jeunes ?

21 réponses



Source : Auteur

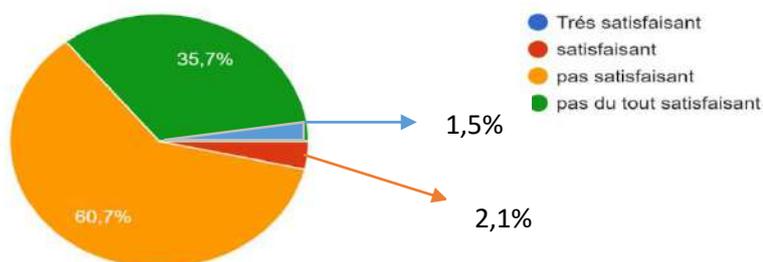
Ces résultats donnent un aperçu sur les problèmes notés entre les structures de financement et les jeunes bénéficiaires. En effet, ce graphique est un outil important qui doit leur permettre de comprendre les recommandations de jeunes qui sont en besoin de financement. Certes, nous avons constaté que les structures de financement ne disent pas tout aux bénéficiaires, certains dénoncent les taux d'intérêt élevés qui sont effectivement supportés par les jeunes et ce montant supplémentaire peut être un inconvénient pour un jeune qui commence à son projet et en cas de retard ce taux augmentera en fonction de la durée du retard. Cette représentation nous montre que 28,6 % des jeunes interrogés n'ont pas de quoi garantir en cas de prêt. En effet, les structures de financement demandent des gages (mobiliers) pour sécuriser leurs financements mais si la demande du montant de financement est élevée le gage sera de même. En outre, après le financement, il doit y avoir une politique d'accompagnement pour permettre aux jeunes d'investir dans des domaines innovateurs et d'éviter un mauvais placement.

#### ❖ Opinion des jeunes sur la contribution de l'Etat du Sénégal :

Cette question a été posée pour voir si les jeunes sont satisfaits sur la contribution de l'Etat du Sénégal. Selon les résultats obtenus 60,5 % des jeunes ne sont pas satisfaits, 35,7 % pas du tout satisfaits, 2,1 % sont satisfaits et 1,5% très satisfaits. Il faut noter qu'au lieu de laisser aux institutions de microfinance de financer les jeunes l'Etat du Sénégal vient en appui pour apporter sa pierre à l'édifice.

## Graphique 5: Opinion des jeunes sur la contribution de l'Etat du Sénégal

Comment trouvez - vous la contribution de l'Etat du Sénégal sur le financement des jeunes ?  
28 réponses



Source : Auteur

Même si l'Etat du Sénégal contribue sur les préoccupations de la jeunesse en général en mettant en place des structures de financement publiques comme la 3fpt (formation), l'ANPEJ (accompagnement) et la DER/FJ pour le financement. En effet, cette année l'Etat du Sénégal décide d'octroyer 30 milliards de FCFA pour la DER/FJ alors de 2019 à 2021 la DER/FJ a reçu une demande de financement chez les jeunes qui s'élève à 232 858 072 168 milliards FCFA. Si l'Etat augmente sa contribution, premièrement les jeunes vont créer des Entreprises, ensuite créées de la richesse et de payer l'impôt pour participer au fonctionnement de l'Etat. En effet, le gouvernement sénégalais doit aussi mettre en place d'autres structures pour épauler la DERFJ.

### ❖ Répartition des jeunes qui occupent un emploi rémunérés ou non rémunéré :

Ce graphique permet de voir la répartition des jeunes selon leurs rémunérations. Elle montre que 60,7 % des jeunes n'ont pas d'emploi rémunéré et 39,3% occupent un emploi rémunéré. Cette représentation nous permet de voir si les jeunes sont capables de financer leurs projets par leurs fonds propres en exerçant un petit bulot.

Connaitre si les jeunes occupent un emploi est très important, il détermine la situation de précarité économique de ses derniers. En effet, la plupart des jeunes aspirent à des situations meilleures du fait de la faiblesse des revenus qu'ils tirent de leurs activités. La plupart de ses jeunes travaillent dans le commerce en ville (marchés, ambulants) et ils font des politiques d'épargnes personnels ou participent à des tontines pour financer leurs projets.

Pour les ruraux, c'est ainsi qu'ils quittent souvent leurs terroirs pour migrer vers les villes. L'objectif serait de mettre en place un cadre adéquat et de développer leurs compétences pour qu'ils puissent trouver un emploi. Cela suppose de développer chez les jeunes leurs capacités d'entrepreneuriat et d'auto – emploi.

## Graphique 6: Répartition des jeunes qui occupent rémunérés ou non rémunéré



Source : Auteur

### 2.2. Vérification des hypothèses et implications économiques ou managériales

Dans cette partie, nous allons procéder la vérification des hypothèses, c'est de monter si les résultats concordent avec ce que les auteurs ont développé et de voir si les hypothèses dégagées depuis le départ sont valides ou non et enfin de donner les implications économiques et managériales liées avec notre travail.

#### 2.2.1. Vérifications des hypothèses

- ❖ **Hypothèse 1** : nous avons plusieurs structures de financement mises en place par l'Etat du Sénégal qui ne prennent pas de manière efficace la demande des jeunes pour la prise en charge de leurs projets.

Les données recueillies nous ont permis de mieux caractériser l'accès au financement des jeunes au Sénégal, de voir la contribution de la DER/FJ et de voir que les structures de financement mises en place par l'Etat du Sénégal ne prennent pas charge de manière efficace la demande des jeunes. Cette hypothèse est valide, après nos enquêtes, nous avons remarqué que la majorité des jeunes interrogées consolide notre hypothèse. Parmi ses jeunes 89,3 % n'ont pas reçu ou connu une personne bénéficiaire d'un financement de la DER/FJ donc ses structures ne prennent pas en compte de manière efficace la préoccupation des jeunes sur le financement. En effet, une bonne politique de prise en charge de la demande dans les structures de financement comme la DER/FJ, ANPEJ, 3fpt, FONGIP peut permettre aux jeunes de déposer et d'accéder au financement. Ainsi, il faut avoir une politique de financement dynamique, anticiper les besoins des jeunes et de les adaptés aux techniques de financement moderne. La DER/FJ, dans sa logique d'apporter sa contribution sur le financement des jeunes, l'information réciproque entre la DER/FJ et les jeunes doit être un levier très important pour les sénégalais

de connaître les types de financement, les conditions d'éligibilités et les procédures administratives de DER/FJ.

❖ **Hypothèse 2** : les conditions d'accès au financement ne sont pas favorables.

Dans ce point, les conditions d'accès au financement ne sont pas favorables à la réalité. Donc notre hypothèse de départ est validée par nos résultats recueillis pendant nos enquêtes. D'après nos recherches la plus des jeunes interrogés dénoncent une manque d'information et une structure de financement basée sur le favoritisme et militantisme. En effet, les taux intérêts élevés, problème de garantie et un mauvais accompagnement avant l'attribution du financement. Cependant, les conditions doivent être favorables aux jeunes entrepreneurs, les PME et elles doivent être en corrélation avec leurs objectifs du développement.

❖ **Hypothèse 3** : les structures de financement ne peuvent pas résoudre ce problème.

Les données recueillies nous ont permis de savoir que ses structures de financement ne peuvent pas résoudre ce problème. Notre hypothèse est valide après la réponse des personnes interrogées. En effet, cela s'explique par une faible contribution de l'Etat du Sénégal qui octroie des financements aux jeunes mais très peu par rapport à la demande. En outre, avec une demande sociale considérable liée à la conjoncture économique, la crise du Covid, l'inflation mais aussi la montée du taux de chômage. Tous ces facteurs augmentent la demande des jeunes pour avoir un financement et cela développe l'esprit entrepreneurial chez les jeunes qui les poussent à fréquenter les structures de financement.

### **2.2.2 Implications économiques ou managériales**

Les recommandations suivantes sont faites dans le but de permettre ou d'améliorer l'accès au financement des jeunes au Sénégal en général et cette accessibilité permettant aux jeunes de créer des entreprises, de créer de la richesse et de participer au développement du pays en créant de l'emploi. Ces recommandations consistent à l'accroissement du montant de financement que l'Etat du Sénégal alloue aux structures financières publiques, garantir la stabilité des structures de Financement, plus d'informations pour permettre aux jeunes de connaître ses structures de financement, les jeunes doivent avoir un esprit d'entrepreneurial , après le financement de s'investir sur des projets d'avenir, allègement des taux d'intérêt et les problèmes hypothèques pour les microcrédits.

### **L'accroissement du montant du financement que l'Etat du Sénégal alloue aux structures financières :**

- ✓ L'Etat doit augmenter le montant du financement en tirant un montant considérable sur le budget national. En effet, le budget d'année en année, le montant qu'on alloue aux structures financières doit aussi augmenter.
- ✓ De mettre en place un système qui va permettre aux secteurs privés de placer leurs disponibilités, en relation avec l'Etat dans les institutions de micro finance afin d'élargir le financement des jeunes.

### **Garantir la stabilité des structures de financement :**

- ✓ En ayant une bonne assurance pour lutter contre les risques liés à ce domaine
- ✓ Avoir une bonne politique fiscale adaptée à ses structures de financement privée. En effet, une charge fiscale lourde peut diminuer la capacité octroyée ou allouée des ressources financières aux jeunes.
- ✓ L'Etat doit jouer un rôle d'accompagnateur en mettant en place des politiques de redressements ou de soutiens des structures de financement en difficultés

### **Plus d'informations pour permettre aux jeunes de connaître ses structures de financement :**

- ✓ De mettre en place des mécanismes qui vont permettre de relayer des informations entre les structures de financement et les jeunes parce qu'après notre enquête, nous avons remarqué plusieurs jeunes interrogés ne connaissent ses structures de financement.
- ✓ Ce que structures de financement ne nous disent jamais, je recommande personnellement à ses institutions de donner les informations nécessaires aux clients. En effet, un manque ou une mauvaise information peut rendre les clients méfiants vis-à-vis de ses institutions financières.

### **Les jeunes doivent avoir un esprit d'entrepreneurial :**

- ✓ Un esprit d'entrepreneurial commence nécessairement avec des objectifs bien déterminés, par une évaluation de l'engagement et de la motivation du jeune. Selon moi, la détermination est le noyau de l'entrepreneuriat et aujourd'hui, les jeunes doivent s'engager sur l'entrepreneuriat pour créer de la richesse et de l'emploi.
- ✓ Ensuite, de passer à l'idée au projet, en faisant une bonne évaluation pour voir sur le domaine qu'on veut investir n'est pas du tout saturé donc il faut s'investir dans des domaines innovateurs.

### **Après le financement les jeunes doivent s'investir sur des projets d'avenir :**

- ✓ **L'agriculture:** Il faut faire en sorte que les jeunes retournent dans l'agriculture en accentuant les financements disponibles sur ce domaine. On doit faire en sorte que l'agriculture et agro-industrie soient une priorité nationale et de permettre aux jeunes d'avoir des terres cultivables, de l'engrais et de la semence.
- ✓ **L'Élevage:** L'agriculture et l'élevage sont deux secteurs complémentaires. L'élevage peut s'améliorer grâce aux produits dérivés de l'agriculture (foin, culture fourragère..). On doit renforcer ce secteur pour la production de la viande, du lait, du cuir. C'est ainsi que ses jeunes doivent investir dans ce domaine pour créer de l'emploi.
- ✓ **La pêche:** je recommande à l'Etat du Sénégal de financer aussi les jeunes dans le domaine de la pêche.
- ✓ **La transformation:** est un ensemble de processus permettant de modifier des biens relativement primaires pour les rendre autrement. Selon moi, ses produits issus du secteur primaire doit être transformer dans les industries de transformation et les jeunes doivent s'investir sur ce domaine avec l'accompagnement de l'Etat. En effet, on doit créer des pôles de transformations dans le Centre avec la transformation des produits agricoles dans le bassin arachidier, au Nord avec un pôle de transformation des produits laitiers et transporter les cuirs dérivés de l'élevage aux cordonniers à Ngay et enfin un pôle de transformation des produits fruitiers en Casamance.
- ✓ **Les NTIC:** Aujourd'hui les nouvelles technologies de l'information et de la communication font parties des secteurs prometteurs. En effet, je recommande aux jeunes de s'investir sur ce domaine parce que les NTIC peuvent avoir différents impacts sur l'emploi et le travail des jeunes, en mettant en place des Start-up<sup>16</sup>.

### **Allègement des taux d'intérêt pour permettre aux sénégalais de mieux fréquentés les structures de microfinances.**

- ✓ D'après nos enquêtes, nous avons remarqué que la plupart des personnes interrogées soulèvent le problème des taux d'intérêts élevés et de garanties. Donc, on demande aux structures financières d'alléger les taux d'intérêts.

---

<sup>16</sup> Start-up : jeune entreprise novatrice dans le secteur des nouvelles technologies, sur internet.

## CONCLUSION

La question de l'accès au financement des jeunes au Sénégal est reconnue aujourd'hui comme un enjeu majeur économique et social des populations. Elle est prise en compte dans des multiples politiques mises en place par l'Etat du Sénégal en mettant en place des structures financement qui s'occupent de la formation, de l'accompagnement et du financement des jeunes. Cependant, ses structures rencontrent de nombreuses contraintes dues à plusieurs facteurs. La demande de financement notamment chez les jeunes porteurs de projets devient de plus en plus prépondérante. Ainsi, le financement devrait être aujourd'hui un moyen pour permettre aux jeunes de mettre en place des petites moyennes entreprises (PME), de créer de la richesse, participer l'éclosion de la croissance économique nationale et de surtout de créer l'emploi.

En ce qui nous concerne, nous avons tenté de répondre à cette problématique de l'accès au financement des jeunes et de voir la contribution de la DER/FJ qui est trop faible par rapport à la demande. En effet, ses structures de financement doivent développer des offres de services adéquats et d'améliorer les problèmes liés aux taux d'intérêts élevés, manque de garantie et les lenteurs de procédures administratives. L'objectif de cette présente étude est de mieux cerner cette problématique en identifiant clairement la demande et en analysant la possibilité de réponse apportée par la DER/FJ. On doit aussi multiplier ses structures de financement qui vont venir en appui à la DER/ FJ et de mieux décentraliser les financements à l'intérieur du Sénégal surtout dans les zones rurales. Les problèmes des ruraux sont à l'origine de l'exode rural.

Une caractérisation des cibles potentielles de financement, nous a permis de voir les jeunes qui sont financés par la DER/FJ et ceux en besoin de financement qui mènent très souvent des activités de petits revenus pour survenir à leurs besoins. L'étude nous a montré le problème lié au financement des jeunes qui ne fréquentent pas comme il le faut les structures de financement. Aujourd'hui, depuis sa création la DER/FJ tente d'apporter sa contribution. Ainsi, nous recommandons à la DER/FJ de pousser les jeunes à investir dans les domaines comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et les nouvelles technologies de l'information et de la communication en les finançant. En outre, l'Etat ne peut pas donner un emploi à tous les sénégalais mais il doit mettre en place les conditions nécessaires ou favorables comme le financement, la formation et l'accompagnement.

## BIBLIOGRAPHIE

- ANSD. (2018). Projection de la population du Sénégal. 17 P.
- ANSD. (2021). Projection démographique. 36 P.
- Atangana, V. N. (2020). Au Sénégal, le manque de compétences est la première cause du chômage des jeunes (agence ecofin).
- Banque. (2021). L'impact de la covid – 19 sur les Entreprises à travers le monde.
- Délégation Générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes. (2021). Bilan des financements de la DER/FJ. 16 P.
- Fall, M. S. (2012). La prise en compte de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) dans l'accès au financement au niveau des banques du Sénégal. Mémoire .Université cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD).
- FAO (Organisations des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). (2003) .Un guide pour la microfinance sensible au genre.120 P.
- Helms, B. La Finance pour tous. Saint- martin .Québec.2006. 202 P.
- <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb>, consulté le23/05/2022 à 18h 20mn.
- Journal du net. (2019). Financement : définition, traduction et synonymes.
- Kouadjo, S. (2021). Financer ses études aux Etats Unis grâce à un prêt étudiant américain (immigrer au Canada et aux USA).
- Lejocos Magazine. (2021). La problématique de l'emploi, l'insertion et le financement des jeunes : état des lieux, diagnostic et défis à relever.
- Massing, F. P.N. et Liboudou, L. (2014). Les déterminants de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique de l'Ouest : le cas de la Mauritanie et du Sénégal. Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB).
- Mishkin, F. (2013). Monnaie, banque et marchés financiers. Nouveaux Horizons. Paris. 2013. 34 P.
- Ndiaye, M. (2005). Financement et développement dans les PPTE dans le contexte globalisation – l'accès aux capitaux privés. Mémoire. (ENA).108 P.
- OIT. (2015). Les petits et moyens entreprises et la création d'emplois décents et productifs. 85 P.
- Séye, M.A. (2022). Fonds de financement de la formation professionnelle et technique.
- Songue, M. (2022). Sénégal : bientôt une croissance à deux chiffres ? (jeune Afrique).

- St-pierre, J. (2004). La gestion des risques : comment améliorer le financement des PME et faciliter leur développement, presse de l'université du Québec. 286P.
- Zannou, D. M. (2010). Financement des initiatives entrepreneuriales chez les jeunes du Bénin. Mémoire. (IUB – DESS).

# **ANNEXES**

## **Annexe 1 : Questionnaire d'enquête**

### **1. Identification**

1.1 Nom et Prénom .....

1.2 Date et Lieu de naissance .....

1.3 Adresse .....

1.4 Sexe : M ..... F.....

1.5 N° Téléphone .....

1.6 Adresse E-mail.....

### **2. Enquête**

2.1 Quelles tranches d'âge figurez-vous ?

18 – 25 ans

25 – 30 ans

30 – 35 ans

2.2 Connaissez –vous la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide DER/FJ ?

Oui ou Non

2.3 Avez-vous déjà reçu un financement provenant de la DER/FJ ou une personne que vous-connaissez ?

Oui ou Non

2.4 Si vous-êtes une fois fréquenté une structure de financement, quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées ?

Taux d'intérêt élevé

Manque de garantie

Mauvais placement

Autres

2.5 Comment trouvez-vous la contribution de l'Etat du Sénégal sur le financement des jeunes ?

Très satisfaisant

Satisfaisant

Pas satisfaisant

Pas du tout satisfaisant

2.6 Occupez-vous un emploi rémunéré ?

Oui ou Non

**Annexe 2 : logo de la DER/FJ**



## TABLE DES MATIERES :

DEDICACE .....	i
REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DES SCHEMAS, TABLEAUX ET GRAPHIQUES .....	iv
SOMMAIRE .....	vi
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET REVUE DE LITTERATURE.....	3
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE .....	4
1.1 Contexte et problématique .....	4
1.1.1 Contexte.....	4
1.1.2 Problématique et question de recherche.....	6
1.2 Objectifs et hypothèses .....	10
1.2.1 Objectifs de recherche.....	10
1.2.2 Hypothèses de travail.....	11
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE .....	12
2.1 Cadre conceptuel .....	12
2.2 Revue des points sur la problématique .....	16
DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE ET ANALYTIQUE .....	21
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	22
1.1. Présentation du domaine de l'étude.....	22
1.1.1. Environnement de l'étude.....	22
1.1.2. Cadre organisationnel.....	24
1.2. Techniques de recherche .....	28
1.2.1 Recueil des données .....	28
1.2.2. Méthode d'analyse des données .....	29
CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE .....	33
2.1. Présentation et discussion des résultats.....	33

2.2. Vérification des hypothèses et implications économiques ou managériales .....	41
2.2.1. Vérifications des hypothèses .....	41
2.2.2 Implications économiques ou managériales.....	42
CONCLUSION .....	45
BIBLIOGRAPHIE .....	vii
ANNEXES .....	ix
TABLE DES MATIERES :.....	xii